

INPRECOR

Numéro 241 du 28 avril 1987 - 12FF - 85FB - 4FS



El Salvador

**Stratégie
de
la
guerre
populaire**

Afrique du Sud

Veillée d'armes électorale pour les blancs

SOMMAIRE DU NUMERO 241 DU 28 AVRIL 1987

3	AFRIQUE DU SUD	Veillée d'armes électorale pour les blancs	Peter BLUMER
7	EL SALVADOR	Stratégie de la guerre populaire	Joaquin VILLALOBOS
15	FRANCE	"La révolution, camarades !"	Francis SITEL
18	JEUNES	Une nouvelle génération	Claude GABRIEL
23	MEXIQUE	L'unité de la gauche, Déclaration du Comité politique du PRT	DOCUMENT

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom - Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Veillée d'armes électorale pour les blancs

Le président sud-africain, P.W. Botha a décidé d'organiser des élections générales anticipées de deux ans pour le Parlement blanc. Ces élections qui vont se tenir en mai 1987 ne s'adresseront évidemment qu'à l'électorat blanc. Tel est la règle de l'apartheid qui interdit à la majorité de la population le droit de vote. Les "Métis" et les Indiens ont maintenant leurs propres chambres, alors que les Africains n'ont toujours aucun droit à une représentation "nationale". Les représentants métis et indiens siègent, mais de manière séparée, dans des bâtiments du Parlement blanc au Cap¹. Un Conseil présidentiel composé de membres des trois chambres constitue

d'autre part une institution consultative auprès du président Botha.

Il s'agit donc d'un parlementarisme en trompe-l'œil : alors que les inégalités de classe font en général de la démocratie représentative bourgeoise une démocratie formelle, ici en Afrique du Sud, le cloisonnement racial et l'omnipotence de l'appareil policier en fait une farce. Jamais le mouvement populaire noir ne pourra changer cette société par le truchement de ses institutions. La politique de pression intérieure a toujours été vouée à l'échec et c'est ce qui a régulièrement radicalisé tous les mouvements noirs au cours des années 1940 et 1950.

Peter BLUMER

Il serait pourtant erroné de croire que ces élections de mai 1987 sont sans importance. Elles auront un certain degré de signification pour mesurer la crise et les doutes qui traversent actuellement la communauté blanche, le parti au pouvoir et les institutions. Botha a décidé ces élections anticipées malgré cette crise. Il veut faire un état des lieux des rapports de force au sein de la communauté blanche. Il veut aussi gagner du temps pour préparer certaines mesures constitutionnelles.

UNE CRISE SERIEUSE DANS LE PARTI NATIONAL

Le gouvernement sud-africain a montré depuis trois ans qu'il était incapable de définir sa politique sur le moyen terme. A force de tergiverser il a fini par fatiguer une partie de son électorat. Le Parti national (NP) au pouvoir depuis 1948 est entré maintenant dans une période de sérieuses difficultés. Il serait erroné de penser qu'il s'agit d'une crise passagère due à quelques fautes politiques commises par Botha et son équipe. Il s'agit, bien au contraire, d'une crise de grande ampleur qui reflète les ruptures en cours au sein de la société sud-africaine.

Botha ne cherche pas seulement à gagner du temps dans le conflit qui oppose la société raciste et le mouvement populaire noir. Il doit également trouver une issue à la crise qui sévit au sein même de la communauté blanche entre libéraux et nationalistes, entre réformateurs et conservateurs. Les divisions ont maintenant atteint le cabinet gouvernemental lui-même et le Parti national connaît une dissidence, encore modeste, dont les protagonistes sont sur-nommés les nouveaux nationalistes ("New Nats").

Il s'agit sans aucun doute de la crise la plus grave qu'ait traversée ce parti. Après avoir connu voilà quelques années une

rupture de ses éléments les plus droitiers qui n'admettaient pas les projets de "réformes" de Botha c'est maintenant l'aile la plus réformatrice qui se fait entendre. Il faut toutefois souligner que beaucoup de ces gens sont des réformistes convertis récemment. Ils sont encore loin d'être assimilables au libéralisme bourgeois du Parti fédéral progressiste (PFP). Mais quelle que soit leur position politique de fond il s'agit d'un élément supplémentaire dans la crise de direction bourgeoise que connaît le pays.

Pour le moment, personne ne s'attend à un bouleversement électoral. Divers sondages donnent entre 49% et 58% au Parti national². Mais il demeure pas mal d'inconnues sur les votes urbains.

Enfin, cette crise du parti au pouvoir aura des conséquences sur la crédibilité des projets institutionnels que Botha propose depuis plusieurs années à son électorat mais aussi à divers regroupements politiques non-blancs. Ainsi le Parti travailliste (métis) connaît actuellement une grave crise dans la mesure où certains de ses membres commencent à douter de l'avenir de leur honteuse collaboration avec le régime.

Depuis quelques mois on a donc assisté à quelques événements spectaculaires dans les rangs du NP. Le plus connu est celui de la démission de l'ambassadeur en Grande-Bretagne, Denis Worall, reprochant au gouvernement d'être incapable de donner au pays une nouvelle vision historique de son avenir. Il a annoncé son intention de se présenter comme candidat indépendant avec le soutien financier d'hommes d'affaires³. Bien que formellement favorable à la démocratisation du pays, il estime cependant "qu'il y a beaucoup de raisons pour considérer avec un scepticisme extrême les perspectives pour une démocratie inclusive de toutes les diverses communautés d'Afrique du Sud".

Worall fut en effet Président du Comité constitutionnel du Président et à ce titre,

il défendit en 1982 le principe d'exclusion des Africains de la réforme électorale. On comprend donc les limites de sa "radicalisation" ! Il devait d'ailleurs déclarer à propos du mouvement populaire : "J'accepte que la participation de l'ANC - ainsi que d'autres groupes - est essentielle pour résoudre nos problèmes : mais cela ne peut se produire que quand il existe un processus auquel ils peuvent s'intégrer."

Il y a d'autres dissidents de poids : Wynand Malan, député, a démissionné pour protester contre la défense par Botha du Group Area Act⁴. Il a pris également position en faveur de discussions avec l'ANC. Un autre, Albert Nothnagel, a expliqué que c'était un mythe que de croire que l'on pourrait résoudre la crise sans l'ANC et sans la libération de Nelson Mandela.

Dans la région du Cap, la crise du Parti est assez forte, notamment autour de la personne d'Esther Lategan, ex-universitaire aujourd'hui patronne d'une chaîne de magasins. Il y a eut également à l'université de Stellenbosch à côté du Cap, un certain nombre de professeurs connus pour leur soutien au NP qui ont fait grand

1 Tout n'avait pas été prévu, notamment qu'ils auraient le droit de déjeuner dans la même cantine que leurs homologues blancs : protestations diverses et imbroglio s'en suivirent.

2 Dans le même temps l'extrême-droite n'arrive pas à faire un front commun. Les négociations entre Parti conservateur (Conservative Party) et le Herstige Nasionale Party (HNP) ont échoué malgré l'entremise du groupe néo-nazi, "Afrikaner Weerstandsbeweging", de Eugène Terre-Banche.

3 Il est question d'un important groupe de l'industrie sucrière du Natal, investi par ailleurs dans l'opération "Indaba" (voir plus loin).

4 Il s'agit de la loi sur la ségrégation raciale de l'habitat que Botha considère toujours (avec la loi sur la ségrégation de l'enseignement) comme ne pouvant pas être abandonnée. Il existe cependant de très nombreux projets de réformes de ce système mais le gouvernement a jusqu'ici repoussé les échéances.

bruit de leur rupture avec celui-ci.

Denis Warall, Wynand Malan et Esther Lategan ont publié un manifeste dans lequel ils expliquent que "Il faut libérer la vie politique noire pour que celle-ci puisse s'organiser correctement (...) Les actions contre des hommes et des organisations politiques doivent cesser". Mais l'ensemble reste parfaitement vague, malgré le projet vaniteux de donner un "nouvel esprit à notre pays."

Tout aussi significatif de la crise globale des valeurs "Afrikaner" est le fait que le Broederbond lui-même est maintenant traversé par le dilemme des réformes. Ce mouvement, souvent apparenté à une sorte de loge maçonnique afrikaner, a été fondé en 1918 et fut tout au long de son histoire le symbole des valeurs "chrétiennes et blanches". Très influent dans les domaines sociaux, économiques et idéologiques, l'Afrikaner Broederbond a fourni un très grand nombre de responsables politiques. Derrière tous les gouvernements du Parti national s'est profilée l'ombre de ce mouvement. "Depuis que le Broederbond afrikaner s'est consolidé, il a déterminé les gouvernements du pays. Tous les premiers ministres nationalistes du pays depuis 1948 lui ont appartenu. Il a donné naissance à la République, même si c'était indirectement. Il nous a fourni deux présidents de l'Etat. Que serait devenu le peuple afrikaner si le Broederbond avait cessé d'exister ? Notre nation dépend du Broederbond."⁵ Ainsi s'exprimait en 1968 un des dirigeants à l'occasion du 50ème anniversaire du mouvement.

Or le doute s'empare maintenant de cette confrérie. Dans un document interne apparu dorénavant ce qui aurait été considéré, voilà quelques années, comme une hérésie impensable. "Ni un chef d'Etat noir ni un gouvernement dominé par les Noirs constituent d'eux-mêmes une menace pour la survie des Afrikaners", mais d'après ce document, "ceci n'est vrai que si le système de gouvernement large est structuré d'une manière à empêcher la domination d'un seul groupe racial"⁶. Plus spectaculaire encore le fait que des gens du Broederbond ont accepté de rencontrer l'an dernier à New York des représentants de l'ANC. Et son actuel président, Pieter J. de Lange a expliqué que son mouvement pouvait servir "d'agence de contact" pour un dialogue multiracial. On doit comprendre que malgré le peu d'effets immédiats de ces prises de position tout cela ne fait qu'aggraver le traumatisme au sein de la communauté blanche.

UN AVENIR INCERTAIN

Nous avons souvent expliqué dans ces pages les raisons de la crise actuelle en Afrique du Sud. Deux éléments essentiels se combinent : la montée du mouvement révolutionnaire des masses noires d'un côté et de l'autre la crise du mode d'accumulation capitaliste qu'est l'apartheid. C'est pourquoi à tous les niveaux de la population blanche s'est développé un profond doute qui peut d'ailleurs prendre

des formes différentes selon le milieu social (entre autre par le renforcement de l'extrême-droite).

Evidemment, la majorité de cette communauté ne comprend pas les raisons objectives de la situation actuelle. Mais confusément une partie perçoit les risques qu'il y a à maintenir le système actuel. La haine du Noir se transforme en une peur de la révolution ou d'une guerre civile. On invoque alors le besoin d'un compromis pour éviter la grande catastrophe. Mais malheureusement - et c'est cela qui explique les tergiversations de Botha - que l'on choisisse la réforme ou l'immobilisme il y a maintenant le même risque d'explosion sociale.

Alors que durant plusieurs décennies la morale afrikaner se confortait de voir le monde occidental et les entreprises étrangères faire cause commune avec l'Afrique du Sud contre la "menace communiste", voilà que maintenant ces amis d'hier prônent la réforme et dénoncent sa manière de concevoir le monde. Un livre récent décrit assez bien les mécanismes objectifs et subjectifs de la crise de l'apartheid. "La politique de Botha n'avait maintenant aucune cohérence véritable : à la fin de 1985 ce dernier avait failli, sous la pression des gouvernements et banquiers occidentaux, de libérer Mandela ; six mois plus tard il opéra un tournant de 180 degrés, referma la porte de la cellule de Mandela et proclama un Etat d'urgence encore plus impitoyable. Avec une politique aussi changeante personne ne pourrait prétendre avec certitude que les Afrikaners étaient à l'abri des pressions : le gouvernement fut visiblement confus, indécis et inconséquent, faisant des réformes sous les pressions internationales."⁷

UNE PERSPECTIVE POUR LES LIBERAUX

Le courant libéral, à commencer par le PFP, se réjouit de cette situation. Très minoritaires jusqu'à présent du fait même que leurs positions se retrouvaient traditionnellement parmi les anglophones, les tenants de la démocratisation ont maintenant l'impression qu'ils ont une sérieuse carte à jouer. Leur espoir est d'augmenter de manière substantielle le nombre de sièges qu'ils détiennent au Parlement et de pouvoir ensuite, en alliance avec les "New Nats" provoquer une crise réelle du régime. Un pacte a été passé avec une autre formation "libérale", le Parti pour une nouvelle république (NRP) qui, pourtant, en 1983 avait voté avec les nationalistes au cours du référendum constitutionnel.

L'optimisme du PFP repose sur l'idée qu'une partie de l'électorat afrikaner est maintenant favorable à de vraies réformes de structure. Paul Malherbe membre du PFP écrivait dans l'*International Herald Tribune* du 31 janvier dernier : "Pourtant, maintenant le climat est bon comme jamais auparavant pour un changement de gouvernement. Un sondage fait au milieu

de l'année 1985 montrait que 63% des Blancs ne croient pas que l'apartheid durera encore 10 ans. Et d'après un autre sondage publié le mois dernier dans un hebdomadaire sud-africain, 42% des électeurs blancs se prononcent en faveur d'une alternative constitutionnelle non raciale sur les lignes proposées par le PFP, alors que seulement 27% préfèrent la politique du gouvernement actuel celle du "partage du pouvoir" dans le cadre d'une constitution ethniquement fondée." Résultat de ce calcul, le PFP envisagerait dans certaines circonscriptions de ne pas présenter de candidat si un "New Nats" s'y présente.

Tout cela n'ira pas forcément sans problème. Le PFP lui-même est loin d'être homogène. Des débats y ont cours sur le choix constitutionnel à prôner, entre un fédéralisme donnant des droits particuliers aux "minorités" et un "non-racialisme" total (absence de toute référence à la race des individus dans les institutions, lois et réglementations). Evidemment derrière tout cela se profile la question de l'ANC et des rapports avec celui-ci. Là aussi bien des questions restent ouvertes à propos du degré de relations et de discussions à avoir avec le mouvement clandestin⁸.

CRISE ET MUTATIONS ECONOMIQUES

Le pays connaît une légère reprise économique. Les principaux groupes miniers ont fait de très importants profits en 1986, ce qui n'est pas sans effets sur l'équilibre général. Mais tout cela doit être sérieusement nuancé par le maintien des problèmes structurels : forte inflation, absence de stabilité politique et de confiance des investisseurs, dette extérieure. Il est vrai que l'année 1986 a été tellement mauvaise sur le plan économique que les moins optimistes croient à une amélioration pour l'année 1987.

Tout cela n'est pas sans rapport avec le grand débat politique que nous évoquons plus haut. Pour l'essentiel du grand capital sud-africain il faut non seulement trouver une issue à la montée du mouvement de masse mais il faut en même temps résoudre les problèmes du capitalisme sud-africain. Paradoxalement, en Afrique du Sud la déréglementation prônée par le patronat a un accent "libéral-démocratique" car il s'agit de liquider les lourdeurs bureaucratiques, les cloisonnements économiques et le coût financier de l'apartheid. Tony Norton,

5 Voir "The super-Afrikaners". Ivor Wilkins et Hans Strydom. Jonathan Ball Publishers. Johannesburg 1978. Selon les auteurs le Bond aurait eu en 1977 12 000 membres.

6 Voir "Weekly Mail" du 6 février 1987.

7 Anthony Sampson. "Black and Gold". Ed. Jonathan Ball, Johannesburg. 1987 (in *Britain*. by Hodder and Stoughton).

8 Un cadre local du PFP, Van Rensburg, a démissionné en dénonçant l'attitude équivoque ("equivocal") du parti envers l'alliance ANC/Parti communiste. Selon lui le PFP donne l'impression qu'il a décidé "que l'ANC triomphera."

président-directeur général de la Bourse de Johannesburg, expliquait récemment : "Nous sommes très optimistes. Nous voulons ouvrir la voie du développement et de l'expansion parce que nous croyons qu'une société post apartheid va être considérablement plus riche et plus productive que la société actuelle".⁹

Or les évolutions politiques au sein du Parti national ne sont pas indépendantes de l'autorité grandissante du patronat dans les grandes manœuvres en cours. Y compris au plan international et au plan des relations avec l'ANC les "hommes d'affaires" disposent maintenant de moyens d'action importants.¹⁰

Les départs de sociétés étrangères favorisent une aggravation de la monopolisation de l'économie, renforçant un peu plus le poids institutionnel de quelques grands groupes. Aussi on s'est aperçu récemment que des sociétés comme Sanlam avaient encouragé le départ des firmes étrangères car cela permettait des opportunités d'achat à bas prix. Lorsque la banque britannique Barclays a décidé fin 1986 de quitter l'Afrique du Sud, ses parts dans la Barclays-Afrique du Sud ont été rachetées par le géant sud-africain Anglo-American. Cette dernière contrôle maintenant 60,1% de l'ensemble des actions de la Bourse de Johannesburg ! Les quatre "grandes", Anglo-American, Sanlam, SA Mutual et Rembrandt détiennent dorénavant 83,1% du stock d'actions. En 1986, 70 nouvelles compagnies ont été cotées en Bourse, représentant une croissance de 21,6% de la capitalisation, mais les quatre "grandes" en contrôlent déjà 43%...

On comprend dans ces conditions que des ministres s'inquiètent de la croissance des monopoles puisqu'il s'agit aussi d'un puissant lobby politique. Il est vrai que nous avons là une curieuse situation car l'Etat lui-même dispose d'une position de monopole dans certains secteurs : il représente 24,6% des actifs globaux des 137 plus grandes entreprises du pays.¹¹

Cette forte monopolisation de l'économie produit une pression inflationniste permanente. Celle-ci a été de 18,6% en 1986 et on s'attend à une légère baisse pour cette année. L'apartheid exclut la majorité des Noirs de la consommation de masse et le chômage s'étend. C'est pourquoi l'inflation ne fait que limiter encore un peu plus le marché intérieur, au grand regret des industriels et des grandes firmes étrangères. En 1986 par exemple la vente d'automobiles a été au niveau le plus bas depuis dix ans mais le prix des véhicules a augmenté de 35% au cours de l'année. Et ce qui reste de l'industrie automobile tourne à 13% de sa capacité.

C'est dans ce contexte que le "monde des affaires" s'engage toujours plus dans l'activité politique. On le trouve derrière des "New Nats". On le trouve aussi derrière l'opération "multiraciale" du Natal ("Indaba") qui consiste à intégrer économiquement le bantoustan de Kwazulu et sa classe d'affairistes, la bourgeoisie indienne, l'industrie et le commerce



Botha cherche à gagner du temps (DR)

blancs. Pour ce faire il est prévu par les protagonistes la mise en place d'institutions régionales nouvelles regroupant les représentants des divers communautés du Natal. La personnalité de Buthelezi, chef du Kwazulu, n'est pas sans importance dans cette affaire : il reste une des cartes que l'impérialisme et une partie des libéraux sud-africains espèrent jouer un jour dans une solution négociée. Le gouvernement de Prétoria a refusé ce projet mais le patronat local s'est déclaré prêt à financer un référendum local pour démontrer la crédibilité du projet.

Dans bien des interviews les patrons expliquent clairement qu'il s'agit maintenant de sauver le capitalisme et l'entreprise privée, un discours qui n'est pas sans rappeler les préoccupations de la diplomatie américaine.

A LA RECHERCHE D'UNE "TROISIEME VOIE"

Toute cette crise du Parti national n'est pas sans rapport avec la pratique de divers gouvernements impérialistes, à commencer par celui des Etats-Unis. Le grand projet occidental est en effet d'aboutir à une solution négociée qui mettrait un coup d'arrêt définitif à la radicalisation du mouvement populaire et qui briserait l'élan unitaire actuel. Pour cela il faudrait combiner deux choses :

pouvoir établir un consensus entre libéraux et une partie du NP d'une part, et d'autre part, trouver des interlocuteurs modérés pouvant parler au nom des Noirs.

Ce projet est pourtant très compliqué dans les conditions de l'Afrique du Sud. Il y a d'abord le fait qu'une partie des libéraux ne semble guère consciente des dangers d'explosion en cas de libéralisation rapide : dans les circonstances présentes les revendications ouvrières dans les entreprises seraient telles qu'elles compromettraient tout le projet. Il y a ensuite le fait que les "New Nats" sont pour le moment trop minoritaires : il faudrait qu'une partie substantielle du parti bascule.

Puis vient le problème du mouvement noir : jusqu'à présent les cartes dont dispose la diplomatie occidentale se résument en la personne de Buthelezi et éventuellement dans celle de Desmond Tutu¹². Pour avancer vers une solution négociée il faudrait qu'il y ait des reclassements au sein de l'ANC. Or au sein du mouvement syndical, et au sein de certaines parties de l'UDF on a plutôt assisté l'an dernier à une radicalisation du courant "chartiste"¹³. Bien qu'il soit très difficile de savoir ce qui se discute actuellement au sein de la direction en exil de l'ANC, tout laisse penser que le projet impérialiste de "rupture au sein de l'ANC" demeure très hypothétique dans la période présente.

Aux Etats-Unis le Comité consultatif sur l'Afrique du Sud a remis le 10 février à George Shultz un rapport qui propose des négociations entre le gouvernement Botha et les dirigeants représentatifs de la majorité noire, en vue de l'établissement d'un régime démocratique non-racial. Le gouvernement américain persiste cependant dans son scepticisme, ne croyant pas pour le moment à un tournant de l'ANC. Mais selon le *Weekly Mail* du 20 mars un document du département d'Etat estime que "des divergences politiques sérieuses (entre les nationalistes et les communistes) pourraient se manifester au sein de l'ANC" si l'on sait améliorer les relations entre l'ANC et les puissances occidentales¹⁴. On en reste donc aux spéculations et aux manœuvres de couloirs.

Les hésitations et les doutes du gouvernement américain ne sont pas indépendants des réactions diverses des multinationales vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Certaines ont annoncé qu'elles entendaient bien rester et que ce faisant

⁹ *Weekly Mail* " 30 janvier 1987.

¹⁰ Un compte rendu détaillé de la réunion de septembre 1985 entre la direction de l'ANC et des représentants patronaux de première importance est venu, juste à propos, confirmer cela. Dans l'*Observer* de Londres du 18 janvier 1987 Anthony Sampson explique par le menu l'ambiance décontractée de la réunion et comment Gavin Relly, dirigeant de l'Anglo-American, déclara que "c'était une des journées les plus agréables que j'ai jamais passées." La presse est aussi devenu un secteur de propagande pour le courant du patronat libéral.

¹¹ Robert Davies. "Nationalisation,

socialisation and the freedom charter". *South African Labour Bulletin*. Janvier 1987.

¹² D. Tutu est assimilable au mouvement de l'opposition démocratique. Il est membre de l'UDF. Mais il a pris un certain nombre d'initiatives et a fait certaines déclarations qui l'ont momentanément discrédité notamment parmi la jeunesse. Il reste incontestablement un homme de compromis avec les Etats-Unis.

¹³ Référence à tous ceux qui se réclament de la Charte de la liberté, programme de l'ANC.

¹⁴ Article de Pipa Green en reportage aux Etats-Unis.

elles pourraient mieux jouer un rôle de pression sur le gouvernement¹⁵. Mais d'autres ont préféré partir en vendant leurs avoirs ou en négociant une sous-traitance. L'investissement américain est passé de 2,8 milliards de dollars en 1983 à 1,3 milliards en 1986 ; 40 entreprises américaines ont quitté le pays en 1985 et 48 en 1986¹⁶.

Tout cela pousse évidemment les lobbys divers à accélérer la recherche d'une solution. Or la reconnaissance, quasi générale maintenant, dans les chancelleries du rôle central de l'ANC a pour ces gens une signification bien précise : "la solution recherchée passera par un virage à droite de l'ANC." Fini le temps donc, où on invoquait l'ANC comme un simple petit courant terroriste. George Shultz a reçu Oliver Tambo à Washington quelques mois après que le gouvernement britannique a lui aussi rencontré pour la première fois officiellement des représentants de l'ANC. Mais quelle chance de succès peut avoir la diplomatie occidentale dans cette tentative ?

LA POSITION DE L'ANC ET LA DECLARATION DE L'UDF

L'ANC a conquis une assise sociale considérable durant ces dernières années. Celle-ci touche maintenant tous les milieux sociaux, des plus déshérités jusqu'au petit patronat noir et aux milieux démocrates blancs. L'impérialisme sait que cette force peut être un moyen pour lui de peser sur le cours politique de l'ANC en l'obligeant à concilier les revendications contradictoires de ces divers milieux. Il veut l'obliger à choisir la voie de la modération ou à s'enfermer dans une stratégie radicale à long terme d'autant plus difficile que personne ne voit d'issue militaire possible dans le contexte sud-africain.

Tout le discours sur l'espoir d'une rupture entre le courant nationaliste de l'ANC et celui du Parti communiste repose sur cette hypothèse. Mais entre l'espoir et la concrétisation il y a une marge importante : de très nombreux facteurs agissent aujourd'hui dans le sens inverse de ce qu'espère l'impérialisme. Mais ce qui semble par contre se dessiner c'est le désir de l'ANC d'utiliser pleinement les possibilités d'isolement du régime Botha et de crise du Parti national. Le voyage de Oliver Tambo aux Etats-Unis avait principalement cette fonction et visait explicitement les milieux d'affaires.

Le Front Uni démocratique (UDF) qui reflète assez largement aujourd'hui les choix tactiques de l'ANC a pris position sur les élections à venir. Il a clairement fait le choix d'un camp contre l'autre au sein de l'électorat blanc. Dans son appel il s'adresse spécifiquement aux supporters du gouvernement, aux "New Nats", aux libéraux du PFP et au patronat.

Au nom de l'UDF, son secrétaire Murphy Morobe appelle les électeurs blancs à "contribuer à mettre fin au racisme et à la domination d'une mi-

norité". Quant aux Noirs, qui évidemment ne participeront pas à ce vote, il leur demande de préparer une campagne de dénonciation de ces élections : "A bas les élections de l'apartheid". A propos de l'avenir et des regroupements démocratiques qui pourraient voir le jour il dit "tous ceux qui s'opposent véritablement à l'apartheid, les Noirs et les Blancs, seront accueillis dans ces organisations en tant que Sud-Africains dévoués à la libération de notre peuple."

Aux partisans de Botha il demande de "se rendre compte que s'impose une rupture avec les appartenances politiques dépassées (...) La majorité des Sud-Africains vous dit: faites pression sur le Parti national et ses députés pour qu'ils s'attèlent aux vrais problèmes de ce pays ; exigez du gouvernement qu'il abandonne son cours actuel ; exigez qu'il regarde en face les réalités politiques et qu'il prenne en compte les revendications légitimes de la majorité".

Au patronat il demande de "faire plus que de la publicité pour des programmes sociaux et plus que parler vaguement d'initiatives de réforme. (...) Il ne suffit pas de discuter avec l'ANC et puis de rester silencieux un mois plus tard au moment de la proclamation de l'état d'urgence". Enfin Morobe questionne les libéraux du PFP sur leur projet constitutionnel : gouvernement par la majorité ou non ?

Tout cela va évidemment relancer le débat sur l'orientation de l'UDF, et par voie de conséquence de l'ANC. Ne va-t-on pas vers un front, de fait, avec une partie des libéraux, du patronat et l'UDF ? Ne va-t-on pas vers des négociations ? Tels sont les problèmes qui ne manqueront pas de poser les courants les plus critiques envers l'ANC.

La question est toutefois plus compliquée qu'il n'y paraît. La position de l'UDF, dans ses grandes lignes, n'est pas erronée en soi. Jouer sur la crise du parti au pouvoir depuis 1948 et aggraver les différenciations au sein de la classe dirigeante peut constituer un objectif tout à fait nécessaire pour quiconque pose le problème du pouvoir. Il reste cependant quelques autres problèmes tout aussi importants.

Le premier est de savoir où se situe maintenant la vraie ligne stratégique du mouvement. Est-ce la perspective d'une crise gouvernementale à moyen terme permettant un bouleversement du régime puis éventuellement une légalisation de l'ANC ou toute autre chose du même type ? Ou bien est-ce la ligne qui prévaut dans le journal de l'ANC, *Sechaba*, qui reste attachée à l'idée d'une situation insurrectionnelle maintenue et d'un soulèvement révolutionnaire ? Il est évidemment préférable d'avoir deux fers au feu. Mais les pronostics de ce qui peut se passer dans les deux ou trois ans à venir ne sont pas sans conséquence sur la manière dont sera mobilisé et organisé le mouvement de masse.

Le second problème est celui des

rapports au patronat car le mouvement syndical, pour sa part, ne semble pas vouloir faire la moindre concession envers lui. Là il n'est guère question d'avoir un langage pédagogique envers les hommes d'affaires. La grève récente des magasins OK Bazaars a bien montré l'impossibilité de concilier les revendications ouvrières et les intérêts du grand patronat libéral¹⁷.

Les syndicalistes n'ont pas les mêmes préoccupations que Morobe quand celui-ci appelle les Noirs à "faire face à vos employeurs, à vos collègues de travail et à vos amis blancs sur les véritables enjeux des élections. Dites-leur votre soutien pour un avenir non-racial et démocratique. Parlez-leur de la répression menée par l'apartheid et du règne de la terreur dans les townships et les homelands".

Il ne s'agit plus ici d'une adresse directe aux patrons libéraux mais d'une tâche proposée aux travailleurs noirs. Or au même moment les syndicats du COSATU réaffirment de plus en plus leur choix pour le socialisme et la rupture avec le capitalisme. On comprend donc que nombre de libéraux posent maintenant la question de savoir quelle est la ligne qui prévaudra dans le mouvement populaire d'ici quelques mois¹⁸.

La nécessité tactique d'aggraver la crise du régime l'emportera-t-elle à terme sur des objectifs plus radicaux ? Personne ne peut vraiment répondre aujourd'hui à cette question car beaucoup trop de facteurs entrent en ligne de compte. Le COSATU s'est affirmé comme une force incontournable et ses prises de positions tirent l'ensemble du mouvement populaire vers la gauche. Son congrès prévu en juillet 1987 montrera sans doute l'état de l'unité des divers courants dans sa direction¹⁹. Rien n'indique donc qu'on soit à la veille d'un "grand tournant" ou d'une troisième voie possible. ■

Peter BLUMER,
10 avril, 1987.

15 C'est le cas de Shell qui publie régulièrement des encarts dans la presse disant : "Shell soutient la presse libre".

16 Investor Responsibility Research Centre (Washington). Cité dans le *Cap-Times* du 5 mars 1987.

17 Dans un article sur cette grève le magazine "Work in Progress" titre : "Les patrons anti-apartheid ne sont pas nos amis". Le congrès récent du syndicat des mines (NUM) était placé sous le mot d'ordre de "Socialisme veut dire liberté". Le préambule des résolutions déclare que "apartheid et capitalisme sont deux démons inséparables qui doivent être abattus."

18 Le "Weekly Mail" du 20 février 1987 écrit : "alors que la position traditionnelle de l'UDF est qu'il doit y avoir boycott total des institutions de l'apartheid" - comme cela fut le cas lors de son opposition aux élections des trois chambres (en 1984-ndr), il a eu récemment une position moins tranchée sur les élections blanches."

19 Il y a notamment divers courants venant de la gauche syndicale traditionnelle et des courants chartistes.

Stratégie de la guerre populaire

Le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) vient une nouvelle fois de prouver sa capacité à mener des attaques d'envergure contre l'armée Salvadorienne.

Le 31 mars dernier, une colonne d'environ 200 guérilleros attaquaient la caserne d'El Paraiso, dans le département de Chalatenango, infligeant plusieurs dizaines de morts aux forces armées, dont un conseiller américain, et faisant 200 prisonniers.

Cette nouvelle offensive militaire, dont El Paraiso n'est que le prélude selon le FMLN, vient relancer la crise politique qui secoue le gouvernement salvadorien depuis octobre dernier (Cf. *Inprecor* numéro 240 du 13 avril 1987).

Le chef des forces armées, le général Blandon, qui a joué un rôle clé ces derniers mois en soutenant le Président Napoléon Duarte, vient de lui lancer un avertissement sans fard. Il l'a invité à former un gouvernement de coalition, disant : " *Si j'étais à la place du Président, je demanderais à des personnes compétentes de m'aider à gouverner.*"

Mais qui peuvent être ces personnes compétentes dont parle Blandon aujourd'hui ? L'extrême-droite ou la vieille oligarchie regroupée dans le Parti de conciliation nationale ? Bien sûr, ces derniers, comme l'armée sont d'accord pour refuser tout dialogue que propose le FMLN et auquel aspire la majorité de la population. Mais la question du financement de la guerre, question vitale pour l'armée, a rencontré l'opposition farouche des organisations qui veulent bien

gagner la guerre mais sans la payer.

Enfin, cette ouverture à l'extrême-droite, outre qu'elle ne contribuerait pas à réhausser l'image de marque extérieure du Salvador, cadre mal avec la suite des déclarations de Blandon qui souligne combien " *la polarisation politique croissante (...) affecte les efforts déployés par les forces armées pour parvenir à la paix.*"

Par contre, il est pertinent de se demander si l'armée ne pense pas à elle-même pour reprendre les affaires du pays en main, trouvant qu'en fin de compte, le gouvernement civil a apporté plus d'inconvénients que d'avantages face au problème numéro un : la progression des révolutionnaires.

Mais quelle que soit la solution adoptée, - Duarte plus extrême-droite, Duarte plus militaires, militaires tous seuls - ces remous illustrent bien les dilemmes et l'impasse dans lesquels se trouvent les classes possédantes salvadorienne, face à la montée du mouvement de masse simultanément à la progression politique et militaire du FMLN.

Le document dont nous publions ci-dessous de larges extraits, a été élaboré par l'un des principaux dirigeants du FMLN, le commandant Joaquin Villalobos, retrace la stratégie du Front pendant les cinq années qui viennent de s'écouler. La perspective d'une victoire des révolutionnaires pourrait ne plus être une hypothèse parmi d'autres. ■

DOCUMENT

Si l'on essaie de faire une synthèse historique de ces cinq années de guerre, nous pouvons, en analysant son développement, définir le cours qu'a suivi cette guerre.

Dans une première étape, les années 1979, 1980 et 1981, le développement militaire du mouvement révolutionnaire était étroit. Différents facteurs empêchaient la maturation des conditions historiques permettant la progression vers la prise du pouvoir.

"Le génocide est l'axe central du plan américain"

Ces facteurs sont les suivants :

1) Le manque d'unification de la ligne stratégique à l'intérieur du mouvement révolutionnaire ne permettait pas de profiter au maximum du potentiel militaire et politique accumulé. Le rôle du facteur militaire était relatif dans une telle conjoncture, vu la montée extraordinaire du mouvement de masse.

2) Le degré d'intervention du gouvernement américain constitue un facteur extérieur qui commence à changer les rapports intérieurs et, en conséquence, la guerre va changer de caractère. C'est là le facteur décisif.

Partant de cette situation, un premier plan contre-insurrectionnel, ou une pre-

mière phase du plan contre-insurrectionnel mis au point par les Américains, se fixe pour objectif, non de défaire militairement le FMLN, mais bien d'essayer de détruire la base sociale de la révolution, d'anéantir et désorganiser ses alliés potentiels, le FMLN n'étant pas perçu comme un danger militaire. Ce que nous pourrions dénommer "le génocide nécessaire" est l'axe central du plan nord-américain à cette étape.

La décision politique de consommer ce génocide et de porter la répression à un degré si brutal et si élevé, part de l'analyse selon laquelle le FMLN n'avait pas la force suffisante pour transformer cette répression en détonateur au moment opportun. Au contraire, la boucherie pouvait laisser le poisson sans eau. Dans cette hypothèse comme nous le verrons plus tard, il y a une grave sous-estimation des capacités du FMLN à poursuivre le processus d'accumulation des forces engagé.

Quand les Américains définirent leur plan contre-insurrectionnel pour le Salvador, ils prirent en compte leurs expériences antérieures et surtout, le Vietnam et le Nicaragua. Le schéma classique de dictatures ouvertes n'était plus applicable, parce qu'elles avaient suscité de nombreuses crises en Amérique Latine, les décennies précédentes.

Le triomphe de la révolution nicaraguayenne est associé pour les Américains, à l'erreur d'avoir soutenu trop longtemps

une dictature qui, finalement, a accéléré le processus d'accumulation des forces des révolutionnaires. Cela explique que l'administration Reagan, qui souscrivait la politique du groupe de Santa Fé (1) dut faire changer considérablement sa position et dut tolérer ou favoriser des changements sur le continent afin d'éviter que les mouvements révolutionnaires accumulent des forces parallèlement à l'usure des dictatures.

Cette politique de l'administration Reagan n'est dictée en rien par un désir de changement, mais essentiellement par des visées contre-insurrectionnelles, réactionnaires et anti-communistes qui devaient battre en retraite, mais en essayant de compliquer ou de retarder les révolutions qui vont se produire de façon inévitable sur ce continent.

Le triomphe de la révolution populaire sandiniste, provoque un tournant très important dans la politique contre-insurrectionnelle américaine. Il se traduit par la recherche de solution de rechange à Pino -

1) Le document intitulé "Une nouvelle politique inter-américaine pour les années quatre-vingt" dit Document de Santa Fé, fut élaboré en mai 1980 pour le compte du Parti républicain. Il traçait les axes de la doctrine Reagan en matière de politique extérieure vis-à-vis de l'Amérique Latine; (voir *Inprecor* numéro 127 du 14 juin 1982)

chet au Chili, la chute de Duvalier en Haïti, les pressions pour le remplacement de Marcos aux Philippines et on peut le supposer une conduite identique en ce qui concerne le Paraguay. Bien sûr, le facteur déterminant pour le moment où les Américains prendront ces décisions, sera le degré d'accumulation des forces des mouvements révolutionnaires et la pression populaire.

Nous devons analyser la soi-disant démocratisation du Salvador et les rôles respectifs de Duarte et de la Démocratie-chrétienne dans le contexte de cette politique.

En premier lieu, il doit être clair aux yeux de tous que le génocide fut une décision froidement décidée, structurellement nécessaire pour les Américains, et sans lequel il était impossible de "pacifier" ou de démocratiser. Le problème était comment exécuter ce génocide sans courir le risque d'accroître la base sociale de la révolution, l'isolement international et les problèmes intérieurs aux Etats-unis.

Si les Américains avaient opté pour une dictature de type militaire pour mener à bien ce génocide, ils auraient dû faire face à de nombreux problèmes, et à une victoire révolutionnaire à plus court terme. Dans ce sens, il est faut d'affirmer que Duarte et la démocratie-chrétienne furent un moindre mal. Les faits démontrent l'inverse. (...)

On peut faire l'hypothèse suivante : que ce serait-il passé si au lieu de cette alliance DC-Armée, nous avions eu à faire à un gouvernement dirigé par d'Aubuisson? En toute sécurité, on peut faire la réponse suivante : le gouvernement d'Aubuisson ou tout autre gouvernement de la droite traditionnelle aurait été défait à sa première tentative de consommer la tuerie. L'isolement intérieur et international ne lui aurait permis ni de mener à bien le génocide ni de se maintenir au gouvernement. L'appui donné à l'armée par les Américains aurait rencontré de grandes difficultés. Tous ces facteurs auraient créé les conditions pour que le mouvement révolutionnaire renverse en sa faveur la situation. En dernière analyse, d'Aubuisson aurait tué moins de Salvadoriens que Duarte ne l'a fait et continue de le faire. Le rôle de la démocratie-chrétienne a été de servir de façade et de créer les conditions favorables à une politique contre-révolutionnaire, anti-communiste, réactionnaire, bradant les intérêts de la nation. Voilà pourquoi, quand on examine le contexte historique du Salvador, il est faux de prétendre faire de Duarte un "démocratiser". (...)

"Duarte n'est pas un nouvel Alfonsin ou un nouveau Sanguinetti"

Il est important d'expliquer pourquoi, à la différence des ouvertures démocratiques qui se sont produites dans le Cône sud, dans le cadre de la crise économique et politique des dictatures traditionnelles, Duarte n'a pas pu faire d'amnistie, juger les crimes politiques, permettre le retour des exilés, enquêter sur la situation des disparus etc. Duarte ne pouvait toucher à

ces points parce que le génocide et la répression constituent l'axe même de la politique que lui a assignée Reagan. C'est la raison d'être de son gouvernement. Duarte n'est pas un nouvel Alfonsin ou un nouveau Sanguinetti (2). Duarte est une nouvelle variante de Pinochet, de Videla ou de Massera, qui prend sa place dans le cadre de la doctrine de sécurité nationale tracée par les Etats-Unis. Voilà pourquoi Duarte a une marge de manoeuvre si étroite, dans tout ce qui touche au dialogue et à une solution politique à la guerre. Les intérêts qui l'ont porté au pouvoir, dictent une solution militaire et un anéantissement de la base sociale de la révolution, Duarte connaît parfaitement ce rôle qui est le sien. Le drapeau du dialogue est un simple jeu politicien limité aux nécessités conjoncturelles de couverture de son projet de fond. Duarte et la DC ne constituent pas un pouvoir en eux-mêmes. Leur rôle se réduit à celui de simples instruments de la politique de l'administration américaine.

Si nous reprenons le développement de la guerre, nous avons déjà dit combien avaient été sous-estimées les capacités du mouvement révolutionnaire à maintenir le processus d'accumulation des forces, malgré ce génocide.



Joaquín Villalobos (DR)

La première étape du plan contre-insurrectionnel consistait en un effort militaire pour contenir un processus d'insurrection générale dans les villes et les campagnes, en procédant à l'anéantissement et à la désorganisation de la base sociale du mouvement révolutionnaire. Les pires tueries se produisent en 1980-1981-1982.

Si l'on analyse les résultats de ce plan, nous pouvons en conclure qu'il réussit à contenir les insurrections urbaines, mais le FMLN fut quant à lui, capable de développer une insurrection des paysans et des ouvriers agricoles dans de vastes zones du pays et de transformer ensuite ce processus d'insurrection populaire en une armée révolutionnaire à même de conquérir des territoires, de maintenir la situation révolutionnaire, capable enfin, de mettre en échec le plan contre-

insurrectionnel au niveau politique, économique, social et militaire.

Le 10 janvier 1981 constitue en soi une grande insurrection populaire qui eut son expression la plus forte dans les campagnes, avec la participation massive des paysans pauvres et des ouvriers agricoles, et qui intégra beaucoup d'ouvriers, d'étudiants, d'enseignants, provenant des secteurs urbains, et s'incorporant à la lutte armée. Militairement, ce fut un événement d'une importance stratégique pour la formation de l'armée populaire. Analysée du point de vue des objectifs que se fixait le FMLN, l'offensive semble avoir été une défaite, mais du point de vue du rapport des forces sur le plan militaire, elle a indubitablement constitué un saut qualitatif dans le développement de la guerre populaire. C'est l'offensive du 10 janvier et le développement de la guerre les mois suivants, qui ont défini le futur du processus. Au sens figuré nous pouvons dire que l'armée, en ne réussissant pas à écraser l'insurrection paysanne des mois de janvier, février, mars et avril 1981, a perdu la guerre pour toujours, la consolidation d'une armée populaire rendant plus complexe cette guerre et donnant la possibilité au mouvement révolutionnaire d'affronter l'escalade interventionniste et de profiter des nouvelles conjonctures de la lutte sociale qui, sans aucun doute, se présenteraient puisque non seulement la crise économique persistait mais s'approfondissait.

"A partir du 10 janvier 1981, le FMLN prend l'offensive"

A partir du 10 janvier, le FMLN parvient à développer une pratique militaire révolutionnaire qui lui permet d'être continuellement à l'offensive, mettant en échec chaque nouveau plan stratégique que les Américains mettent en chantier.

Si l'on se place du point de vue de l'ennemi, le schéma militaire des trois premières années de guerre, bien qu'il fut remis en question ensuite par les mêmes assesseurs qui le conçurent au point de provoquer la chute du Général Garcia, était un schéma logique et adapté aux nécessités de la guerre. Les grandes opérations d'encerclement avec manœuvres conventionnelles et maintien de multiples positions fixes sur le terrain, avaient pour but d'essayer d'empêcher l'expansion du FMLN et d'éviter de perdre du terrain, sinon, la guerre entrerait alors dans une phase encore plus complexe et impossible à arrêter. L'abandon de centaines de positions à la suite des pressions militaires du FMLN et le

2) Raul Alfonsin a été élu président de la République d'Argentine le 30 octobre 1983 après la chute de la dictature qui a suivie le désastre des Malouines.

Julio Sanguinetti, élu à la présidence de la République d'Uruguay le 24 novembre 1984. Ces deux hommes politiques représentent avec le Brésilien Tancredo Neves, la "transition démocratique" qui a suivie la chute des dictatures du Cône sud.

passage à une stratégie de troupes mobiles, signifiait l'entrée de l'armée dans une situation stratégique de défense. Ce ne sont pas les erreurs ou un mauvais choix stratégique de l'ennemi qui ont conduit à sa déroute, mais l'efficacité du plan militaire stratégique du FMLN qui a permis de lui infliger cet échec. L'offensive militaire du FMLN dans les années 1981-1982-1983 et une partie de 1984, se traduit par des centaines de positions enlevées et des pertes très lourdes infligées à l'ennemi. Sans l'aide américaine, l'armée aurait été écrasée et le FMLN aurait pris le pouvoir.

Avec l'important renforcement militaire du FMLN, le plan contre-insurrectionnel se restructure ou, plutôt, passe à une autre étape.

Les Américains pensaient qu'ils avaient anéanti la base sociale du FMLN et donc, à travers Duarte, il pensaient avoir une certaine marge pour manoeuvrer et capter cette base sociale. D'un autre côté, analysant de façon totalement erronée que la guerre au Salvador ne tenait que par l'appui matériel reçu de l'extérieur, les Américains considéraient avoir un tel contrôle du territoire centro-américain, qu'ils pourraient empêcher le ravitaillement logistique et résoudre ainsi, selon eux, leur problème militaire avec le FMLN.

Partant de cette situation, ils essayèrent de résoudre la crise du plan stratégique de l'armée en changeant de tactique et en accroissant le nombre d'unités aériennes et d'infanterie, jusqu'à créer un appareil militaire d'une dimension telle que, selon leur vision, le FMLN ne pouvait le mettre en échec.

Ce renforcement l'armée a achevé de mettre la guerre au centre la société salvadorienne. Il a obligé l'appareil d'Etat à financer massivement la guerre ; a élevé le niveau d'intervention étrangère et approfondi la crise économique. Ces facteurs, avec d'autres, seront dans le futur les causes probables d'un échec, peut-être définitif, de l'armée de Duarte et du plan contre-insurrectionnel américain.

"Dans une guerre populaire, le facteur militaire n'est pas absolu"

Dans une guerre populaire, le rôle du facteur militaire n'est pas absolu. Ce qui est décisif pour un mouvement révolutionnaire c'est de savoir s'il est parvenu à l'accumulation militaire nécessaire qui, conjuguée aux facteurs politiques, permettra de changer les rapports de forces. En 1983, bien que les coups militaires portés par le FMLN aient mis l'armée au bord de la déroute, l'absence d'une montée de la lutte populaire empêchait que les victoires militaires se transforment en changements plus significatifs des rapports de forces. Le propre gouvernement et l'armée, au milieu de cette crise militaire, ne se sentaient pas si faibles et arguaient de l'isolement politique du FMLN et de l'absence de lutte des secteurs populaires. Avec un certain cynisme, les démocrates-chrétiens disaient que le FMLN avait perdu sa large base sociale de 1980.

Caractéristiques de cette étape de la guerre sont le calme et la stabilité qui règnent dans la capitale, alors que l'armée perd stratégiquement du terrain dans les campagnes et que des unités entières sont écrasées par le FMLN.

San Salvador, constituait la vitrine d'une stabilité apparente. Mais la guerre, en s'élargissant et en s'étendant, mettait en crise le projet politique, économique et social du gouvernement, commençait à ouvrir un nouvel espace pour la lutte populaire et à élargir les forces sociales en faveur de la paix, d'une solution politique à la guerre, pour l'indépendance et la démocratie.

Dans un pays aussi petit que le Salvador, avec la densité de population qui est la sienne, chaque kilomètre carré où les forces armées ne peuvent plus maintenir de façon stable leur pouvoir militaire, où ne peut se maintenir l'autorité juridico-politique du gouvernement et où, de façon embryonnaire et partielle, commence à se développer un autre pouvoir, finit par se convertir en une évidente dualité de pouvoirs politico-militaires entre le FMLN et l'armée, qui mine le projet contre-insurrectionnel américain. (...)

A partir de 1983, l'armée abandonne toute conception de défense permanente du terrain. Rappelons nous que les généraux disaient auparavant "nous sommes partout" et passèrent ensuite au "nous allons où nous le voulons". Dans les premières années de la guerre, leurs troupes résistaient à toute tentative de prise de village. Aujourd'hui, s'ils sont attaqués et s'ils sont en situation de faiblesse, ils se replient immédiatement. (...)

Les seuls terrains que l'armée défend en permanence sont les infrastructures économiques stratégiques et ses propres casernes. Très souvent même, elle ne risque pas ses forces pour des infrastructures économiques de second plan ou dans les périphéries des villes, où l'on peut ainsi faire aisément des incursions. A la base de toute cette tactique, se trouve

l'idée d'éviter les chocs militaires d'envergure et de proclamer ces résultats comme une avancée !

Que la guérilla se cache, frappe et se retire, qu'elle ne cherche pas à défendre le terrain, c'est chose logique. Mais que dans un pays où il n'y a pas de jungle, des bataillons entiers de l'armée doivent marcher cachés et ne défendent pas le terrain pour éviter les coups militaires c'est une preuve évidente de faiblesse et de détérioration morale.

"Le FMLN aurait commis une erreur considérable s'il s'était cantonné à ses fronts traditionnels"

Le plan stratégique avec lequel le FMLN put mettre en échec la stratégie du Général Garcia, permit de rompre avec la défense des zones vitales, de créer les conditions pour mener la guerre sur tout le territoire et lier la guérilla aux masses. Le FMLN est passé à une stratégie politique intégrale lui permettant de conjuguer la lutte politique et la lutte militaire. Il est important de comprendre que ce n'est ni la guerre aérienne ni les changements de tactique de l'armée qui ont obligé le FMLN à étendre la guerre. L'erreur aurait été considérable si, tout en ayant rompu la défense des zones vitales, en ayant accumulé une expérience militaire et des cadres, et dans une conjoncture favorable à la lutte populaire, le FMLN s'était contenté de livrer la guerre sur ses fronts traditionnels, loin des masses qui habitent les zones vitales, avec le danger d'épuiser ses réserves et en oubliant qu'il devait profiter au maximum des conditions créées par la progression militaire de la guérilla pour développer une stratégie d'intégration de tout le peuple à la guerre sur tout le territoire et sous toutes les formes possibles.

Nous trouvons trois éléments clé dans le nouveau plan contre-insurrectionnel de l'armée :

1) Réduire la guerre aux zones les plus éloignées des villes, isolant ainsi les

L'aide américaine au peuple salvadorien



Dessin de YOUSSEF

forces militaires du FMLN pour l'épuiser.

2) Séparer la lutte politique de la lutte revendicative pour éviter que cette dernière ne se lie à la guerre.

3) Réduire les sympathisants du FMLN à des petits groupes radicalisés et des bases paysannes à l'intérieur des zones de conflits. Ces dernières devaient être disputées dans un premier temps, isolées dans un second et anéanties si elles persistaient dans leur appui au FMLN dans un troisième temps.

Comme nous pouvons le voir, l'ennemi lui-même est clairement convaincu que la guerre se définit en termes politiques : qui aura l'appui populaire. Pour cette raison, analyser la guerre dans le moment présent, seulement à partir des modalités tactiques ou de la situation des ressources militaires et des forces, serait une analyse simpliste et sans grande valeur.

Les changements opérés dans le plan du FMLN ne sont pas une simple réadéquation tactique. Ce sont les symptômes d'une progression dans la stratégie de guerre du peuple tout entier qui cherche à poser les bases d'une contre-offensive stratégique, liée aux développements militaires, politiques et internationaux. A ce moment là, le problème, n'est déjà plus strictement militaire. Le développement constant des moyens et des forces de l'armée devient et deviendra insuffisant pour contenir la stratégie politique et militaire qu'impose le FMLN.

"La paix devient un thème de lutte politique pour tout le peuple"

La montée de la lutte populaire ouvre ainsi une nouvelle situation de crise révolutionnaire. L'existence de la guerre et, surtout, l'incapacité de l'armée à vaincre le FMLN, font de la paix un thème obligé de la lutte politique de tout le peuple, de secteurs de l'entreprise privée, des couches moyennes, de tous les partis et forces politiques. Voilà pourquoi avec ou sans la volonté ou le travail politique du FMLN, il devient impossible de séparer la lutte revendicative de la lutte politique puisque la guerre est au centre de la vie nationale. Duarte en personne appelle tous les secteurs de la société à l'appuyer dans cette guerre. La paix devient le drapeau politique de tout un peuple et de tous les secteurs, ôtant ainsi au gouvernement la possibilité de faire sienne cette bannière du dialogue et de la paix. La Palma et Ayaguero en sont la preuve (3). En ce sens, pour une raison politique structurelle, il est impossible que le plan contre-insurrectionnel des Américains ait une quelconque chance de succès. (...)

L'armée et le gouvernement n'ont aucune possibilité de gagner un appui parce qu'ils ne peuvent ni faire de concessions, ni structurer une politique qui puisse au moins leur servir à confondre le peuple. (...)

Les intérêts que défendent les deux camps sont évidents. Nul ne peut les confondre. Le FMLN-FDR représente une force nationale, qui défend les intérêts

populaires et qui cherche des changements profonds dans le pays. En face, le gouvernement et l'armée représentent des intérêts anti-nationaux et anti-populaires qui cherchent à perpétuer leurs privilèges de minorités dominantes.

Les espoirs que mirent Reagan et la CIA sur Duarte s'évanouissent au fur et à mesure que le Pentagone s'aperçoit qu'il n'est pas possible de mettre en échec le FMLN. Les Américains commencent à interpréter les raisons de leur échec et à examiner la possibilité d'une solution de rechange. L'armée et les Américains sont de plus en plus mécontents de Duarte. La crise dans les structures mêmes du pouvoir et dans la propre démocratie-chrétienne, s'approfondit. Le problème de la succession est posée. (...)

"En 1986 pour les Américains, la guerre est un problème politique et militaire tel, qu'ils n'ont plus de solutions"

En 1981, les Américains pensaient que la guerre était plus un problème d'ordre politique que militaire. Ils essayèrent alors de la gagner par le génocide et n'y parvinrent pas. En 1983, les Américains considéraient que cette même guerre était fondamentalement un problème militaire et ils voulurent la gagner en grossissant l'armée, ils n'y parvinrent pas plus. En 1986, pour les Américains, la guerre est devenue un problème politique et militaire d'une dimension telle, qu'ils n'ont plus de solutions, ni par le génocide ni par l'aide militaire.

Sur le terrain proprement militaire, à ce niveau de développement de la guerre, la thèse la plus fréquente, c'est celle d'un équilibre entre les belligérants. L'armée ne peut vaincre la guérilla mais la guérilla ne peut vaincre l'armée. Les officiers du haut-commandement et en mai 1984, l'ambassadeur des Etats-Unis lui-même, mettaient l'accent, non sur la possibilité pour l'armée de vaincre la guérilla, mais proclamaient comme une victoire la stabilisation apparente de la situation militaire qui rendait impossible la victoire du FMLN. C'est admettre implicitement que l'armée n'est pas capable de vaincre militairement le FMLN et mettre en doute une victoire militaire du FMLN. C'est de fait reconnaître le niveau de développement militaire atteint par le FMLN. Si l'on prend en compte le volume de l'aide dont bénéficie l'armée salvadorienne, la disparité des forces et des moyens, le degré d'intervention des Américains dans la guerre, nous pouvons en conclure que l'avantage est dans le camp du FMLN et que ce soi-disant équilibre a plus de chances de se rompre au profit du FMLN qu'à celui des forces armées.

Que cette thèse de l'équilibre militaire soit dominante dans l'opinion de la plupart des secteurs politiques, y compris parmi les propres forces armées, constitue un élément important. Dans la lutte politique, il contribuera dans une large mesure à mettre en échec le plan contre-insurrectionnel entraînant une défaite militaire de l'armée. Parler d'équilibre remet en question la politique de l'admini-

stration Reagan pour le Salvador, approfondit les pressions intérieures pour une solution négociée au conflit, démoralise l'armée et pousse le gouvernement dans une crise qui peut amener un vide du pouvoir par la perte de crédibilité de son plan vis-à-vis de tous les secteurs. (...)

La guerre n'est pas dans une impasse ; nous pouvons parler d'une phase d'équilibre stratégique dans la guerre populaire mais non d'une impasse. Le concept d'équilibre stratégique dans la guerre populaire a un autre sens. C'est le moment où les forces révolutionnaires sortent de la défensive stratégique et se rapprochent de la possibilité d'une contre-offensive. Dans une guerre populaire, les perspectives de victoire résident dans une conjugaison correcte et favorable des facteurs militaires, politiques, sociaux et internationaux. Nous pouvons affirmer que le FMLN a un cours d'accumulation des forces qui lui permettra d'obtenir la victoire même si se produisait une intervention directe des Américains.

Les hypothèses du haut-commandement que l'on connaît sont extrêmement simplistes et pauvres sur le plan stratégique. Il se contente d'affirmer qu'à l'heure actuelle l'armée a plus de bataillons, plus d'hélicoptères, plus de pièces d'artillerie, plus de fabriques d'uniformes, une usine de fabrication de nourriture, un très grand hôpital militaire et même son propre service de pompes funèbres ; qu'ils peuvent aller où ils veulent, porter secours rapidement à des troupes en difficulté, qu'ils ont un département de guerre psychologique, une station de radio, un système de presse et un centre d'entraînement pour leurs troupes. Ces idées brillent par leur pauvreté stratégique ; elles ne prennent même pas en compte les facteurs sociaux et politiques. Elles ont pour but d'essayer d'établir de manière absolue la thèse suivante : *"nous avons une armée si importante et les Américains nous aident tellement que le FMLN ne peut gagner la guerre"*.

La croissance de l'armée n'est qu'une réponse à la complexification de la guerre, produite par la progression du FMLN ; et cette croissance même a ses propres limites : la capacité de l'Etat à assimiler cette aide.

L'histoire des guerres populaires est grosse de leçons. Rappelons-nous que Somoza commença la guerre avec sept mille gardes et la perdit avec quinze mille. Batista la commença avec trente mille et la perdit avec soixante-dix mille. Les Américains commencèrent leur intervention au Vietnam avec trois mille assésseurs qui appuyèrent une armée forte de cent-vingt-cinq-mille hommes et perdirent la guerre avec un demi-million de soldats et le tiers de leur force aérienne appuyant une armée d'un million deux-cent-mille Sud-Vietnamiens.

Ce qui a fait basculer la guerre en faveur des révolutionnaires ce n'est jamais qu'ils avaient plus de forces et de moyens

3) La rencontre de La Palma, le 15 octobre 1984 entre Duarte et le FMLN-FDR fut suivie de celle d'Ayaguero le 30 novembre 1984.

matériels que les contre-révolutionnaires, mais qu'ils furent capables de conjuguer les moyens militaires dont ils disposaient avec l'utilisation de toutes les potentialités de la lutte politique et de l'intégration de tout le peuple à la guerre. Dans cette stratégie, le rôle des moyens matériels est relatif. L'important est d'avoir une expérience et une capacité militaire de base et les moyens politiques pour faire de l'ensemble du peuple en guerre le facteur décisif. Comme pure hypothèse, nous pouvons affirmer que moins de mille fusils aux mains des révolutionnaires salvadoriens dans les premiers mois de 1980 auraient suffi pour gagner la guerre à ce moment.

Le FMLN compte une expérience militaire et des moyens matériels suffisants qui, combinés à une stratégie de guerre populaire, peuvent vaincre une armée beaucoup plus importante numériquement que celle mise en place par les Américains.

Dans une autre partie de cette analyse, nous disions que les changements opérés dans le plan stratégique du FMLN n'obéissent pas à une raison défensive mais bien à une nécessité offensive de passer à l'étape supérieure de la guerre populaire. Voyons maintenant de manière synthétique, certains des éléments du plan stratégique du FMLN, pour démontrer comment leur combinaison et leur développement iront créant une situation impossible pour les forces armées, jusqu'au moment où elles seront défaites.

"L'extension de la guerre permettra au FMLN de développer l'armée populaire"

Nous cherchons l'extension de la guerre à l'ensemble du territoire. Mais il ne s'agit pas là d'une conception passive de transfert ou de simple repositionnement des forces qui doivent harceler ou disperser l'armée. La répartition actuelle des forces du FMLN est liée à un vaste plan d'organisation des masses, de création de contingents de miliciens et de guérilleros, qui vont former de multiples sources d'attaques des zones vitales. Dans le processus de formation de cette force, un rôle clé est dévolu aux armes populaires, à l'utilisation intensive de l'explosif et à la vaste expérience militaire du FMLN pour opérer tactiquement en harmonie avec le développement des forces locales. L'extension de la guerre permettra au FMLN de développer et d'agrandir son armée populaire en la liant beaucoup plus aux masses. Le FMLN prépare une force armée plus importante, dotée de capacités supérieures à celles des colonnes qui mirent en échec toutes les positions de la zone nord. Mais ne seront plus en jeu des petits villages mais des zones vitales entières. L'enjeu, c'est conquérir la victoire définitive.

Que cette perspective puisse ou non se concrétiser est conditionnée par la possibilité d'intégrer les masses dans la guerre. Cette condition est aujourd'hui remplie. Si les Américains tiennent autant à éloigner le FMLN des zones vitales, c'est parce qu'ils savent parfaitement que si la guerre



Développer l'armée populaire en se liant aux masses (DR)

s'étend vers les masses plus politisées et mieux organisées, la progression du FMLN deviendra irrésistible(...)

Le FMLN, au travers de l'extension de la guerre et de l'organisation populaire compte un avantage, inégalable par l'armée, quant à la reproduction et à la croissance de ses forces. Alors que le FMLN cherchera à accroître ses forces en tirant parti des conditions politiques, l'armée essaiera de le faire au travers d'une généralisation du recrutement forcé, approfondissant par là-même le mécontentement populaire et le rejet des forces armées.

L'appui des masses, l'expérience de clandestinité du FMLN et la récupération de moyens matériels sur l'ennemi quand il le faudra, suffisent à assurer la logistique nécessaire pour livrer la guerre. Le Vietnam eut la piste Hô Chi Minh ; au Salvador, l'expérience de clandestinité du FMLN et l'appui populaire sont indestructibles comme le fut la piste Hô Chi Minh(...)

L'analyse numérique du nombre d'hommes à une valeur relative. Mais pensons même que le chiffre de six mille hommes qu'attribue l'armée au FMLN est juste et essayons de spéculer un peu. Les fusils, munitions et explosifs que possède le FMLN, ajoutés à son expérience dans tous les types de combat et lié au mécontentement des masses dans un pays d'à peine 21.000 kms², nous amènent à conclure que l'armée salvadorienne est en train de perdre cette guerre et que rien ne la sauvera, même l'aide américaine, aussi importante soit-elle. Les facteurs humains et politiques, dans un moment crucial de crise aiguë, ne peuvent être résolus ni par l'aide ni par l'intervention à cause de leurs limites physiques, politiques et temporelles intrinsèques. (...)

Le plan de déstabilisation dont l'objectif est de saper les bases de l'économie de guerre et en même temps, d'empêcher matériellement le projet de modernisation capitaliste avec lequel le gouvernement prétend assurer une reprise de l'économie et la survie du système, ne peut être mis en échec par l'armée.

L'exiguïté du territoire fut, pendant une période, perçue comme un désavantage, mais maintenant elle est un atout énorme pour le FMLN. Toutes les routes stratégiques sont à la merci de ses forces, et au fur et à mesure où se consolidera le processus d'expansion et de développement de forces nouvelles, toutes les routes du pays seront couvertes ; idem pour la distribution d'énergie et les zones de cultures d'exportations, pilier de l'économie.

Le FMLN peut ainsi asphyxier l'économie de guerre et rendre invivable tout projet de reprise économique. Ce problème est militairement insoluble pour l'armée, aussi importante soit-elle.

"Ce qui est important, c'est briser la possibilité économique de poursuivre la guerre"

Quand nous parlons d'effondrement, nous faisons référence à l'effondrement du pouvoir politico-militaire et non à celui de l'économie qui n'a pas grande valeur en soi, puisqu'il y aura toujours un certain niveau de survie de l'économie. L'important est de briser les capacités économiques de la poursuite de la guerre.

Le plan de harcèlement des forces armées a pour objectif leur affaiblissement moral en leur infligeant des pertes constantes, en harcelant les forces opérationnelles et les patrouilles, en multipliant les opérations de guérilla (embuscades, coups de main) avec l'exécution systématique d'opérations stratégiques à moyenne et grande échelle. Ces dernières accélèrent la crise morale de l'armée et s'insèrent dans la montée de la lutte populaire. Elles contribuent ainsi à nourrir la confiance des masses en la victoire. Les actions de guérilla seront plus nombreuses. Les milices et les guérillas clandestines, - les masses qui s'intègrent à la guerre - y jouent un rôle fondamental.

Le volume, la complexité et la diversité des tactiques opérationnelles, le type de forces et la combinaison des armes populaires et conventionnelles cou-

vrant le territoire en zones urbaines, périphériques et rurales et dans la capitale même, constitue une combinaison mortelle pour l'armée. Elle l'empêche de couvrir tout le territoire, de protéger l'économie et les structures de pouvoir puisqu'elle est confrontée au dilemme dispersion ou concentration, défense permanente du terrain ou défense en mouvement de ses troupes. En synthèse, elle est dépossédée de toute initiative et contrainte de réagir de façon défensive, comme le veut le plan stratégique du FMLN. Si les forces armées n'ont pas pu contenir la guerre quand celle-ci se livrait sur neuf fronts principaux, et avec beaucoup moins de problèmes tactiques, elles pourront encore bien moins la contenir maintenant qu'elle se livre sur tout le territoire et en utilisant toutes les tactiques militaires.

- La déstabilisation et l'extension de la guerre fait pression sur l'ennemi pour qu'il défende les routes, les infrastructures et les zones productives. Pour se faire, ses troupes sont insuffisantes, elles doivent encore augmenter.

- Le développement du Front occidental, la présence d'unités de guérilla et de commandos urbains dans la périphérie de la capitale et des autres villes, la présence de la guérilla dans les départements de La Paz et La Libertad, entraînent un déséquilibre opérationnel qui les oblige à rompre la logique de leur plan. A son tour, la conjoncture politique contraint l'armée à une action défensive de concentration de ses forces sur le front le plus proche de la capitale. Les forces armées comprennent tardivement qu'il faut empêcher la guérilla de se lier aux masses urbaines.

- L'exécution d'opérations de renseignements par la guérilla constitue un important facteur de coopération politico-militaire à la progression générale du plan stratégique du FMLN. L'armée est incapable de s'y opposer. (...) Ces opérations prouvent que l'appui populaire constitue un puissant et indestructible appareil de renseignement qui permet de profiter de la moindre faiblesse de l'ennemi pour porter des coups de grande ampleur avec la tactique, la force et les moyens nécessaires pour assurer leur exécution. La menace permanente de ces opérations déstabilise le commandement ennemi puisque la guerre vient directement à lui, l'obligeant ainsi à détourner du temps, des forces et des ressources à la création d'un énorme et coûteux appareil de sécurité.

- La tactique des troupes mobiles a été conçue pour éviter d'offrir des objectifs fixes au FMLN et empêcher les pertes que subissaient les forces ennemies en menant une guerre de positions. Mais ce choix impliquait d'abandonner la défense permanente de dizaines de municipalités, en éliminant les positions petites et moyennes et en se limitant à une défense permanente des objectifs les plus importants basée sur la présence de grandes quantités de troupes. Le choix s'opérait également en fonction des possibilités de

renforts rapides. Ce plan visait à n'offrir que des objectifs importants au FMLN lui demandant de grandes concentrations de forces pour les attaquer. En même temps, on maintenait des troupes mobiles en opérations et patrouilles permanentes qui, appuyées par les forces aériennes, empêcheraient le regroupement des forces du FMLN.

Cette stratégie se fixait comme objectif de stopper l'effondrement moral qui guettait les troupes de l'ennemi. Ces dernières n'étaient plus disposées à continuer une défense permanente du terrain.

"Chaque patrouille s'est transformée en un objectif militaire qu'il fallait détruire"

Mais, loin d'adopter cette tactique, le FMLN a profité de l'existence de nombreuses positions mineures pour les détruire, les anéantir l'une après l'autre, causant des pertes considérables à l'armée. Chaque opération ou patrouille se transformait en un objectif militaire qu'il fallait détruire en infligeant le plus de pertes à l'ennemi. Cette tactique nous a permis d'être efficaces avec une grande économie de moyens et de forces.

L'ennemi pensait que patrouilles et opérations multiples déstabiliseraient le plan du FMLN et voilà que ce dernier en faisait son objectif central. L'ennemi pensait qu'il serait très difficile au FMLN de trouver une riposte adaptée à la tactique des troupes mobiles et qu'il était difficile de tendre des embuscades ou d'attaquer des manoeuvres de forces n'offrant pas de point fixe sur le terrain ou ne bougeant pas de façon routinière. Mais le FMLN y est parvenu, en adaptant sa tactique (combat de petites unités, champs minés par avance, francs-tireurs etc.), maintenant et augmentant les pertes qu'il infligeait à l'ennemi dans les opérations et les patrouilles. Cette opération, censée être une nouvelle étape offensive de l'armée, est aujourd'hui la principale cause de ses pertes, de la destruction physique, psychologique et morale de ses forces.

L'hypothèse de l'ennemi s'est avérée fautive. Il n'est parvenu ni à déstabiliser le FMLN, ni à empêcher ce dernier de porter des coups d'importance sur de nouveaux terrains d'opérations, près des villes et des zones vitales (...)

- La réalisation d'opérations stratégiques dans les zones vitales augmente l'impact politique de la guerre. Ces coups, indissimulables, poussent les forces les plus politisées à s'intégrer à la guerre.

Le FMLN garde l'initiative stratégique et tactique puisque c'est lui qui définit comment, quand et où il va agir. Il a étendu sa domination opérationnelle du terrain et garde la capacité de se concentrer et de frapper sur des points stratégiques, aujourd'hui dans des zones plus importantes que dans les premières années de la guerre.

Dans les zones vitales, l'ennemi est déséquilibré entre sa tactique de patrouilles et le nombre d'objectifs qu'il devrait protéger. Dans les zones où il applique la tactique de troupes en mouvement pour éviter les coups du FMLN, la situation est



tellement instable et défensive qu'elle détruit physiquement et psychologiquement ses hommes, sans parvenir pour autant à freiner les destructions du FMLN.

Les modalités tactiques appliquées par l'armée la mettent face à cette contradiction : soit elle protège ses hommes, soit elle protège sa base de soutien économique et politique. Dans toute cette situation le FMLN a un avantage de plus il est impossible à l'armée de rompre les liens existants entre la guérilla et les masses. Et, ce qui voilà dix ans aurait paru impensable est aujourd'hui monnaie courante. Par exemple, la guérilla pénètre avec des armes lourdes dans les quartiers périphériques de la capitale ; des unités importantes du FMLN atteignent des objectifs sur le volcan de San Salvador, ou dans la périphérie de Santa-Ana, ou les guérilleros attaquent la prison de Mariona et libèrent des prisonniers sans plus de problèmes.

- L'armée n'a pas progressé d'un pouce sur l'aspect politique de son plan contre-insurrectionnel. La principale raison de cet échec réside dans l'incapacité stratégique de faire des concessions de quelque importance aux masses. Bien au contraire, elle continue de réprimer. Sa capacité de concessions ne va pas au-delà d'actions telles la répartition de vivres, rien d'autre en fait qu'une charité honteuse qui n'élève pas la faim et ne fait pas oublier la répression de cinquante ans. Ces actions ne font que confirmer le profond mépris qu'ils ont pour un peuple qu'ils croient incapable de penser et de lutter, mais qui est profondément conscient de ses intérêts et dont les principes et les valeurs humaines sont infiniment supérieurs à ceux du système dans lequel nous vivons. Voilà qui explique dans une large mesure, l'échec de la formation d'une "défense civile" mais aussi pourquoi la mise en place des groupes d'opérations spéciales recommandés par la CIA, a donné des résultats négligeables du point de vue de la stratégie militaire. Ces unités n'ont ni la possibilité ni la capacité de réaliser un quelconque travail politique significatif parmi la population.

- La guerre aérienne est de plus en plus souvent utilisée à des fins psychologiques, sans objectifs précis. Les bombardements massifs auxquels s'ajoutent les



déplacements de population mettent à nu l'impuissance d'un plan militaire qui n'a d'autre alternative que d'aller à l'encontre de la logique politique.

"La guerre aérienne a provoqué beaucoup plus de pertes dans la population civile qu'au FMLN"

L'utilisation des armes aériennes et de l'artillerie, dans un pays qui compte 244 habitants par Km², consitue en soi une action de génocide et une démonstration d'impuissance. La densité de la population est une négation de toute tentative de justifier l'utilisation de ces armes. La pseudo-précision chirurgicale avec laquelle les assesseurs prétendent la justifier est absurde. La guerre aérienne et l'artillerie ont provoqué beaucoup plus de pertes humaines et de destructions à la population civile qu'au FMLN.

On dit que la guerre aérienne a obligé le FMLN à se disperser. C'est un point de départ erroné pour analyser la stratégie du FMLN. Militairement et politiquement, le FMLN aurait commis une grave erreur en continuant à ne mener la guerre que sur ses fronts traditionnels.

La guerre aérienne est venue trop tard, nous avions déjà rompu les lignes de défense des zones vitales. Les territoires sous contrôle de la guérilla ou disputés aux forces armées étaient déjà trop importants. La guerre aérienne ne pouvait être utilisée dans la périphérie des villes et des zones vitales sans que cela n'implique un prix politique élevé qui accélérerait la participation des masses à la guerre affaiblissant d'autant l'armée. L'intensification de la guerre aérienne ne fait que prouver qu'ils sont en train de perdre la guerre sur terre.

Dans un sens plus strictement tactique, le FMLN est parvenu à maintenir ses actions, sans que la guerre aérienne puisse l'en empêcher, car il avait développé sa capacité de concentration et de dispersion des unités les plus importantes dans des attaques plus rapides. Pour le FMLN, mettre en échec la guerre aérienne ne signifie pas la destruction ou l'anéantissement total des moyens aériens de l'ennemi, mais bien qu'ils deviennent impuissants à contenir la progression des forces du FMLN sur le terrain.

La situation de l'armée est tellement critique que les plus optimistes dans l'état-major fondent la perspective de se maintenir à flots sur l'aide inconditionnelle des Américains, donnant à cette aide un rôle qu'elle ne peut avoir. Cette surestimation du rôle de l'aide va s'accroître dans la mesure où la crise s'approfondit, liée à la corruption et au poids de cette aide dans l'enrichissement de secteurs sociaux liés au gouvernement, à l'entreprise privée et à l'armée.

L'aide américaine, même quand elle ne sert plus à gagner la guerre est toujours bonne pour s'enrichir. Par exemple, il importe peu aux secteurs du capital financier qu'il y ait ou pas reprise économique, que la guerre soit perdue ou gagnée. L'important pour eux c'est qu'ils reçoivent des millions de dollars, possibilité qu'ils n'avaient jamais eue auparavant. La situation est identique à l'intérieur de l'armée et de l'appareil gouvernemental.

Les Américains le savent parfaitement qui considèrent froidement que la corruption est une des données du plan contre-insurrectionnel.

La corruption a pour but d'assurer la fidélité des structures de pouvoir dans le gouvernement, l'armée et des secteurs de l'entreprise privée. Elle joue également un rôle important pour soutenir le moral de l'armée, car elle est le principal stimulant pour que les structures de commandement acceptent de continuer la guerre.

La corruption est alimentée par les Américains à travers un nombre sans fin de projets et de plans qui mis en pratique, créent des bureaucraties énormes, des infrastructures et des ouvrages qui n'ont aucun sens sinon celui de laisser un pourcentage élevé des fonds aux administrateurs de ces projets. Tout un secteur social vit en parasite de cette aide. La hiérarchie de la Démocratie-chrétienne est devenue pratiquement un nouveau groupe économique de pouvoir avec des intérêts importants dans le secteur financier et industriel.

Voilà pourquoi, malgré la guerre et la crise économique, existe une floraison artificielle de commerces de luxe, de centres de distraction (Zone rose), de tourisme et autres activités du genre qui contrastent avec la crise et la paupérisation du peuple.

Le projet de réforme urbaine est un exemple typique de la corruption structurelle qui se concrétise par l'exécution de projets inutiles pour obtenir des prêts. Il existe des dizaines de projets similaires, liés aux différents ministères qui ne sont rien d'autre que des mécanismes de réparation de la corruption issue de l'aide.

Au Vietnam, Saïgon connut également ce phénomène. On démolissait des rues pour faire des rues identiques et on construisait des murs pour ensuite les démolir et en bâtir d'autres, semblables.

Mais indépendamment de ces éléments, il est pertinent d'analyser si l'on peut objectivement dire que l'aide et les Américains sont capables d'empêcher l'effondrement de l'armée et la chute du gouvernement.

Si nous analysons soigneusement les hypothèses politiques et militaires que nous avons faites tout au long de ce document, nous voyons comment les Américains se sont enfermés dans un cercle vicieux et une série de dilemmes insolubles.

"L'aide américaine ne peut financer la totalité de la guerre pour des raisons structurelles"

Le rôle de l'aide ne peut être absolu. Pour qu'elle soit efficace dans un plan de guerre, elle doit garder une correspondance directe avec les dimensions de l'Etat salvadorien. Malgré toute l'aide des Américains, il y a toujours un pourcentage financier qui doit sortir de l'Etat et la capacité d'endettement a des limites. Nous ne devons pas oublier que cette aide se place dans le cadre de relations entre Etats capitalistes ce qui implique des compromis qui ont des limites pour chacune des parties en cause. La dévaluation du colòn qui déjà un résultat qui va en sens inverse du rôle supposé de cette aide.

Il est structurellement impossible, pour une série de complications politiques et économiques, que l'aide économique et militaire des Etats-Unis puisse assurer le financement total et de la guerre et de l'Etat salvadorien. Et là nous avons un premier dilemme. En augmentant la guerre, on augmente le besoin d'aide, mais cela signifie aussi une augmentation des besoins financiers de l'Etat, problème qui est d'ores et déjà posé et qui nous amène à une réflexion sous forme de question : combien peut consacrer l'Etat salvadorien à la guerre ?

Devoir consacrer tant d'argent à la guerre les oblige à prendre des mesures qui financier. Cette hypothèse, un peu dramatique, n'est pas une invention de notre part. Duarte et d'autres fonctionnaires démocrates-chrétiens le reconnaissent explicitement quand ils expliquent les raisons du "paquet économique".(4).

Etre obligés de consacrer tant d'argent à la guerre les oblige à prendre des mesures qui accroissent le mécontentement populaire nourrissant ainsi leur propre échec. Ici s'ouvre un petit cercle vicieux : la guerre exige plus de fonds et ces fonds impliquent des mesures anti-populaires ; le mécontentement créé par les mesure aggrave la crise et approfondit la guerre et, si la guerre s'approfondit, on aura besoin de pus de fonds et de plus d'aide et, en conséquence, le mécontentement ira augmentant.

Mais ce cercle vicieux n'est pas unique. Par exemple, la reprise économique est essentielle pour parvenir à gagner certaines couches à leur plan. C'est à dire, la reprise économique est essen-

4) Nom du train de mesures d'austérité prises par Duarte en janvier 1986 pour trouver un financement à la guerre. Ces mesures qui touchaient essentiellement les couches populaires provoquèrent de nombreuses mobilisations syndicales à San Salvador notamment.

tielle pour gagner la guerre. Mais, pour obtenir cette reprise de l'économie, il faudrait d'abord qu'ils gagnent la guerre. Voilà un autre problème que ne peut résoudre l'aide, car aussi volumineuse soit-elle, elle ne peut se substituer à la structure économique salvadorienne.

L'extension de la guerre à tout le territoire et l'approfondissement de la déstabilisation, vont exiger du régime, toujours plus de troupes et donc, plus d'argent pour les entretenir. Ici, il convient de se demander si cette croissance de l'armée peut être illimitée ou si, à l'inverse, cette croissance est limitée par les capacités propres de l'Etat salvadorien, par l'économie nationale et par les conditions politiques.

Plus de troupes veut dire, plus de bottes, d'uniformes, de salaires, de casernes, de combustible, de meilleures structures de sécurité etc., c'est à dire plus de fonds qui ne peuvent venir tous de l'extérieur. A l'heure actuelle, le budget de la défense représente 40% du budget total, de ces 40%, 80% partent vers les salaires des officiers et des troupes. L'aide militaire américaine couvre les armes, les munitions, certaines nourritures, mais les salaires eux, doivent sortir de l'Etat salvadorien. Les installations qu'occupent les nouveaux bataillons, étaient auparavant des coopératives, des cinémas, des zones industrielles, des écoles etc. Le développement même de la guerre leur impose la création d'un ensemble de structures liées à l'appareil d'Etat (pompes funèbres, assurances, centres de rééducation, complexes hospitaliers, ateliers de maintenance etc.). Le financement de toute cette infrastructure a déjà créé des complications telles qu'ils ont été contraints de sacrifier des éléments de services sociaux de la population, pourtant loin d'être suffisants. Par exemple, alors que l'Hôpital militaire se modernise, qu'il est parfaitement approvisionné, les hôpitaux publics n'ont pas de médicaments et sont dans une situation très critique. D'une part, les problèmes de santé du peuple s'aggravent, d'autre part, le mécontentement ne fait que croître. Se développe un processus d'étranglement des capacités physiques de croissance de l'armée qui ne peut être résolu, sauf si les Américains décident de passer à l'étape supérieure en établissant leur propres bases militaires et centres d'entraînement sur le territoire et se décident à utiliser leur force aérienne et des troupes de combat, c'est à dire, optent pour l'intervention directe. Mais ils devraient le faire en analysant méticuleusement la situation internationale, la situation intérieure des Etats-Unis et, dans une certaine mesure, ils devraient prendre en compte, l'avantage que représente pour le FMLN d'obliger Reagan à user sa dernière cartouche.

La guerre aérienne est également source de bien des difficultés physiques et financières. Cette tactique de guerre utilisée de façon massive, n'est pas faite pour des Etats ou des pays pauvres comme le nôtre. A l'heure actuelle, l'armée compte 70 unités qui requièrent une structure de

maintenance complexe et coûteuse. Il convient alors de se demander : combien d'hélicoptères peut-elle avoir en plus ? Combien de bataillons aéroportés peut-elle encore former ? Combien de pilotes ? Combien de bases aériennes ?

"L'extension de la guerre exigera un rôle plus direct des Américains sur tous les terrains"

Le cours de la guerre dicte une utilisation plus intensive des forces aériennes, même si nous avons expliqué pourquoi sur les nouveaux terrains de la guerre, ces armes sont encore moins efficaces et ne feront qu'accroître le mécontentement populaire. La capacité d'assimilation des ressources aériennes a des limites physiques. Même si les Américains veulent augmenter cette utilisation, ils se heurteront à des problèmes physiques et techniques qu'ils devront assumer directement s'ils veulent les résoudre. Et là nous retombons sur les implications politiques que nous avons signalées plus haut. En règle générale, on assiste à une extension de la guerre qui exige des Américains un rôle plus direct sur tous les terrains.

Quel est le pronostic ? Une crise plus forte chez l'ennemi, une recrudescence des coups portés par le FMLN, l'augmentation des sabotages, l'extension géographique des combats, le renforcement de la mobilisation et de l'organisation populaires.



Les Américains devront s'engager davantage

L'ennemi devra faire face à cette situation avec un Etat noyé dans une crise économique qui ne lui permet pas d'augmenter les forces et au milieu d'une crise politique qui frôle le vide du pouvoir. Et tout cela, l'aide ne peut le résoudre.

Jusqu'à présent, nous avons analysé pourquoi cette aide n'est pas toute puissante sur le terrain matériel. Mais il y a beaucoup plus sérieux : l'aide et l'intervention américaines sont non seulement incapables de résoudre les problèmes humains, moraux et politiques, mais bien au contraire contribuent à les compliquer.

Dans la mesure où le plan contre-insurrectionnel est inefficace ; dans la

mesure où l'armée doit supporter des milliers de morts et de blessés dans une guerre où ses forces apparaissent impuissantes et inutiles, se généralise un sentiment qui, à un certain point, se convertira en crise : "Il n'est pas possible de livrer une guerre sous la direction des Américains, pour les intérêts des Américains, avec les armes et les munitions des Américains, mais où se sont les Salvadoriens qui fournissent les morts".

Il n'y pas encore d'intervention directe des troupes américaines au Salvador, mais les deux milliards de dollars d'aide et la perte de notre indépendance, produit de la soumission totale du gouvernement de Duarte aux décisions de l'Administration Reagan, créent un sentiment national pour la sauvegarde de notre souveraineté. Ce sentiment est partagé par des partis politiques, des secteurs de l'entreprise privée et dans un délai qui ne devrait pas être très long, il sera également présent dans les forces armées(...)

Face aux masses populaires, la situation pour le projet américain est encore plus difficile. Avec la progression de la guerre, la crise s'approfondit et les masses perçoivent la faiblesse de l'ennemi et la force du FMLN. Elles seront encore plus motivées pour s'organiser, exiger du pouvoir et le défier. C'est en ce sens qu'il faut analyser l'erreur d'appréciation commise par Duarte en convoquant la réunion de La Palma. Pour le peuple, cet acte constitue une preuve de la force du FMLN et de l'impuissance de l'armée, exactement l'inverse de ce qu'espérait Duarte. Pour essayer de contenir cette situation, ils se heurteront au dilemme de la répression, car s'ils répriment, ils accélèrent et approfondissent la lutte populaire.

En synthèse, chaque jour qui passe sans que l'armée puisse vaincre le FMLN, est un jour de moins sur le chemin des révolutionnaires vers la victoire.

le général Westmoreland, chef des forces américaines durant la guerre du Vietnam, avait pour habitude d'évaluer la prétendue progression de la guerre en additionnant les hommes et les moyens matériels de ses troupes et de l'armée sud-vietnamienne. Ce même général, à la fin de la guerre, après la défaite, affirmait que jamais ses troupes n'avaient perdu militairement une bataille, mais il devait reconnaître que les Vietnamiens gagnèrent la guerre.

Les officiers de la garde somoziste faisaient une affirmation similaire, disant que leurs forces d'élite demeurèrent intactes et qu'elles ne furent jamais défaites militairement, mais de la même façon, ils durent accepter que le Front sandiniste avait gagné la guerre. La guerre populaire comme stratégie des révolutionnaires est bien au delà des possibilités de compréhension des forces ennemies, parce qu'elle se base sur l'appui du peuple et sur la capacité des révolutionnaires de combiner toutes les formes de luttes. ■

Joaquín Villalobos,
Morazan, février 1986.

"La révolution, camarades !"

La publication du manifeste "La Révolution, camarades !" et l'existence d'une coordination nationale des communistes rénovateurs, représentant une quarantaine de départements, marquent un événement inédit dans l'histoire du PCF et de sa crise. On peut le caractériser comme l'affirmation d'un courant politique contestant la direction nationale sur sa gauche, assumant le caractère fractionnel de

ses activités et la dynamique scissionniste dont elles sont porteuses. Sans préjuger des développements ultérieurs, et surtout de leurs conclusions, il est d'ores et déjà possible d'affirmer qu'il s'agit là d'un fait politique fondamental, susceptible de modifier bien des données du mouvement ouvrier français.

Francis SITEL

Les événements inédits de ces derniers mois renvoient à une crise elle-même sans précédent du PCF. Il s'agit, d'une certaine façon, du contre-coup de l'échec de l'union de la gauche à travers l'expérience gouvernementale de 1981 à 1986.

Les signes, spectaculaires, de la crise du PCF sont d'abord d'ordre électoral. Si, entre 1979 et 1981, le PCF a vu lui échapper le quart de son électorat, il pouvait espérer qu'il ne s'agissait que d'une perte provisoire. Sauf qu'entre 1979 et 1984, c'est la moitié de l'électorat qui est perdu, et, en mars 1986, il passe en dessous de la barre profondément symbolique des 10% des voix exprimées, se retrouvant au même rang que le Front national, le parti d'extrême-droite de Jean-Marie Le Pen.

Il s'est agi là d'un véritable traumatisme pour les militants et sympathisants communistes. Compte tenu de "l'électoralisation" à outrance qu'a connue ce parti depuis des décennies, un tel recul, qui ramène le PCF à ses pires scores des années trente, représente une véritable catastrophe. Il confirme et rend sensible ce qui, jusque là, était dénoncé comme une théorie anti-communiste : le déclin inéluctable du PCF.

D'autant que ces pertes électorales renvoient à d'autres indicateurs eux aussi inquiétants :

- Une diminution des effectifs militants, difficile à chiffrer compte tenu du trucage grossier des chiffres officiels, mais à l'évidence, très importante et qui se double d'une anémie militante que tout le monde peut constater ;

- Un recul électoral et militant encore plus important dans la jeunesse que parmi les adultes ;

- Un affaiblissement relatif de la Confédération générale du travail (CGT) et des contradictions visibles au sein de sa direction, le problème de cette dernière étant de ne pas se laisser entraîner sur la même pente que le PCF ;

- Un discrédit majeur de la direction et notamment du secrétaire général, Georges Marchais. Longtemps présenté comme le champion de la lutte contre l'anticommu-

nisme, il a vu son image de marque se dégrader au point qu'aujourd'hui nul militant communiste ne songerait à accuser d'anticommunisme qui raille Marchais.

Par ailleurs, les prochaines échéances électorales se présentent sous de forts mauvais augures pour la direction du PCF. Les présidentielles prévues pour 1988 sont une épreuve redoutable qui devrait ramener le score du parti bien en dessous des 10%. Au point que Marchais a préféré se retirer au profit d'un autre candidat qui sera sans doute André Lajoinie. Quant aux municipales de 1989, elles peuvent se traduire, si les choses restent en l'état, par une véritable catastrophe pour le PCF : la perte de la plupart de ses bastions municipaux où, en mars 1986, il s'est généralement trouvé devancé par le PS.

Du coup, la fin du PCF comme grande force politique est d'ores et déjà un fait patent. Et les interrogations ne peuvent être refoulées. Beaucoup, au sein du parti, demandent à la direction pourquoi en est-on arrivé là.

LES RACINES DE LA CRISE

Toutes ces interrogations convergent vers un seul point : le noyau directionnel. Et les efforts de celui-ci tendent à les écarter : ce fut la fonction de la mise en avant, lors du XXVe congrès en février 1985, de la thèse du "retard stratégique" ou "historique" de 1956, puis celle du "glissement à droite de la société française". Pseudo autocritique et objectivisme sociologique, deux façons de se disculper de ses propres responsabilités. Mais celles-ci sont trop graves et trop récentes pour ne pas coller à la peau.

C'est en effet cette direction qui, le temps d'une génération militante, a accumulé les zig-zag et les changements de ligne à 180° (voir encadré). Ces oscillations permanentes entre l'opportunisme le plus plat, dans les phases d'alliances avec le PS et le sectarisme le plus exacerbé, lors des périodes de division, qui ont conduit à la catastrophe électorale finale, n'ont pu qu'accroître le mal de mer de ceux qui avaient pourtant le cœur bien accroché.

D'autant que la même direction Mar-

chais s'est illustrée avant 1981 de quelques hauts faits d'armes que personne n'a oublié et qui n'ont accru ni son prestige ni son audience électorale. Il s'agit de l'intervention au bulldozer contre un foyer de travailleurs africains à Vitry : il s'agit officiellement de dénoncer la politique gouvernementale de concentration des immigrés dans les banlieues ouvrières, mais une brutalité aussi grossière a aussi été perçue comme une agression raciste. Et ce, au moment où commençait à s'affirmer le courant Le Pen et à la veille de la radicalisation anti-raciste de la jeunesse. Il faut également citer l'intervention tonitruante de Marchais à la télévision, en direct de Moscou, pour soutenir l'intervention soviétique en Afghanistan.

Deux actes politiques qui ont constitué des électrochocs pour une bonne partie des électeurs communistes et de sérieux traumatismes pour les militants les plus conscients.

L'addition de ces erreurs et de ces fautes s'est traduite par un discrédit profond et irréversible pour la direction. Inapte à mener, voire à permettre, tout débat interne réel, celle-ci est en outre apparue comme responsable d'une politique incohérente menant le parti à sa perte.

Le bilan de la direction Marchais est donc terrible. Elle a réduit de moitié en cinq ans l'audience électorale du parti et elle laisse ce dernier sans perspective politique. Après avoir limité durant des années son horizon politique à l'alliance avec le PS, une alliance au sein de laquelle le PCF a vu se diluer peu à peu son identité propre et s'est inexorablement affaibli, elle a développé de gigantesques efforts "théoriques" pour dénoncer les "alliances au sommet" et les "25 ans d'erreurs" représentés par l'Union de la gauche ! Sur ces décombres, ne restent qu'une vague union à la base, sous l'appellation de "nouveau rassemblement populaire majoritaire" qui s'avère aussi inconsistante que la stratégie du "socialisme pas à pas" et les "nouveaux critères de gestion" qui représentent aujourd'hui la seule perspective historique offerte au peuple de France !

Lors de la rupture de l'Union de la gauche à la fin de 1977 et après l'échec électoral de 1978, un puissant mouvement

de contestation interne s'est développé, mettant en avant deux questions : la démocratie interne et l'unité de la gauche. Mais ce mouvement, resté sans réponse, s'est vite trouvé condamné au repli et à la dispersion. D'autant que l'un de ses principaux porte-parole, Henri Fizbin, ancien secrétaire de la fédération de Paris, après avoir créé la revue *Rencontres communistes hebdo* (RCH), s'est assez rapidement tourné vers le PS. Il est aujourd'hui député apparenté socialiste et apparaît de plus en plus comme le rabatteur des électeurs communistes vers le PS.

UNE CONTESTATION SANS PRECEDENT

Le XXVe congrès, marqua le grand ravalement-enterrerment de l'Union de la gauche, thèse du retard de 1956 qui permit d'escamoter le bilan de la participation gouvernementale. Pourtant, la direction se vit en quelque sorte contrainte d'officialiser l'existence d'un courant critique au sein même de l'appareil et de la direction. Pierre Juquin, qui n'avait pas voté la résolution finale, ne retrouva pas sa place au bureau politique mais fut maintenu au comité central avec quelques autres contestataires.

Le phénomène "rénovateur" venait de naître.

Non seulement la crise ne pouvait plus être niée, mais elle s'avérait si forte et montant à un tel niveau dans l'appareil que le noyau directionnel devait "donner du lest" en affirmant qu'au PC, les temps sont révolus où l'on excluait et que le parti est suffisamment fort pour tolérer en sa direction des gens en désaccord avec la ligne.

Au demeurant, durant de long mois, ces responsables purent apparaître comme une opposition d'appareil, limitant leur action à quelques interventions et quelques votes au CC leur permettant de se démarquer des choix opérés. Alors que dans le parti même, à la base, la crise apparaissait plus éclatée et insaisissable se traduisant par des non-reprises de cartes, la diminution de l'activité militante, le repli dans le travail syndical etc.

C'était le calme précédant la tempête. Le score de mars 1986, symbolisant l'aggravation du recul, provoqua un effet de souffle qui balaya les dernières barrières et fit éclater la crise.

Des pétitions furent mises en circulation exigeant l'ouverture d'un grand débat et un congrès extraordinaire. Elles recueillirent plusieurs milliers de signatures et furent publiées dans la presse.

Face à cette lame de fond démocratique, la direction adopta une tactique d'esquive et de non-réponse, attendant que le mouvement s'épuise de lui-même faute de perspective. Ce qui s'est produit en effet, les initiateurs se refusant à donner un contenu autre que démocratique à leur appel et à prendre une quelconque initiative organisationnelle. Avec le temps, le mouvement pour un congrès extraordinaire finit par perdre son sens et retomba.

Pourtant, dans son sillage, il laissait une situation changée. Beaucoup de mili-

TOURNANTS ET TOURNIS

- 1968 : le PCF enterre la grève générale et dénonce le "gauchisme" de ceux qui, ne voyant que la dynamique du mouvement populaire, oublient qu'il n'existe pas de "solution politique".

- 1972 : signature du Programme commun de gouvernement avec le PS et les radicaux de gauche. Jusqu'à la fin de 1977, toutes les luttes sont soumises au carcan de l'Union de la gauche et à l'objectif de sa victoire électorale. C'est l'époque du slogan répété à l'infini : "*Une seule solution : le programme commun*", qui fait écho au mot d'ordre de mai 68 : "*Une seule solution : la révolution*".

- 1977-1981 : rupture de l'Union de la gauche et politique de division. Le PS est accusé de reniement, de "tournant à droite", pour avoir renoncé au "seuil minimum de nationalisations" censé assurer la "rupture".

-1981-1984 : après avoir menacé de ne pas se désister pour Mitterrand, dénoncé comme "pire que Giscard", à la veille du second tour, la direction du PCF prend la mesure de la vague de fond qui va balayer la droite et vole au secours de la victoire. Elle appelle à voter Mitterrand et se fonde dans la "majorité présidentielle". Elle accepte de participer au gouvernement où elle va cautionner toutes les mesures anti-ouvrières et atlantistes du gouvernement Mauroy.

-1984 : à l'occasion du passage de relais à Fabius, le PCF quitte le gouvernement et, très rapidement, engage un nouveau cours de division exacerbé. Le PS est assimilé à la droite et dénoncé comme tel. Politique poursuivie depuis.

tants communistes, jusque-là murés dans le centralisme bureaucratique et enfermés dans "la citadelle assiégée" qu'était le parti, voulaient à présent discuter, et non seulement acceptaient mais recherchaient le débat, en particulier avec les ennemis de la veille : les militants révolutionnaires qui se réclament, eux aussi, du communisme.

Il ne s'agissait plus seulement d'une somme de réactions individuelles mais d'un comportement collectif nouveau : le sentiment que le PCF et, à travers lui le communisme, sont mortellement menacés et que, dans ces conditions, la réflexion que la direction stalinienne refuse est une nécessité vitale.

On vit ainsi fleurir, en particulier en province, une multiplicité de lieux de réflexion et de débat : cercles M (du nom de la revue créée par les rénovateurs) ; cercles Gramsci ; Politzer ; universités ouvrières etc. ; structures diverses mises en place par des militants du PCF, mais toujours ouvertes aux anciens membres du parti et aux militants d'extrême-gauche.

En même temps, s'affirmait un début de structuration du courant critique, dépassant les multiples "réseaux" existants de longue date, qui conduisait à la mise sur pied d'une "coordination nationale" appuyée sur des coordinations locales dans une quarantaine de départements.

Enfin, on assistait à un début d'intervention plus ou moins autonome de ces communistes critiques, sur les terrains de l'antiracisme et de l'internationalisme (Nicaragua et Kanaky), voire, dans quelques cas, au niveau syndical.

Bref, c'est bien un courant politique, encore très hétérogène et éclaté, qui commençait à voir le jour. Le changement de situation politique, avec le grand mouvement de la jeunesse et les grèves de l'automne, accélérèrent fortement le processus en cours et lui donnèrent une dynamique plus nettement orientée à gauche.

Ce réchauffement social, marqué par une reprise de la combativité et d'inté-

ressantes tendances à l'auto-organisation, constituait un formidable démenti à la thèse cardinale de la direction concernant le "glissement à droite de la société". Thèse que celle-ci maintint mordicus lorsqu'elle tira le bilan de la mobilisation jeune... En même temps c'est un extraordinaire tonique pour tous ceux qui se refusaient à désespérer de la lutte des classes, du socialisme et de la révolution. Tous ces mouvements, en effet, posèrent avec une force nouvelle les exigences d'égalité, de justice et de démocratie. Ce qui éclaira d'autant l'absence de tout projet de transformation sociale de la part des grands partis réformistes.

Dans ces conditions, ce qui était en train de se constituer s'avéra être, non pas comme on pouvait le craindre et comme la direction du PCF l'espérait, un futur renfort pour le PS, mais un courant rompant avec le stalinisme sans tomber dans les ornières social-démocrates. Cherchant sa voie sur la gauche du PCF, il s'efforce de renouer avec la tradition communiste révolutionnaire du mouvement ouvrier français qui fut étouffée par le stalinisme.

LE COURANT COMMUNISTE RENOVATEUR

La direction comprit rapidement la nature du danger. Autant elle sait pouvoir tolérer un courant droitier, tôt ou tard condamné à la démoralisation et à rallier la social-démocratie, autant un courant de gauche, lui disputant la légitimité ouvrière et révolutionnaire, constitue un danger beaucoup plus grave.

C'est pourquoi elle décida au début de l'année 1987 de passer à l'offensive. Lors d'un de ces passages à la télévision dont Marchais raffole, il brocarda les "rénovateurs", les accusant de glisser vers la social-démocratie et leur accolant l'étiquette de "*liquidateurs*". Qualificatif qui, dans la tradition stalinienne du PCF, a valeur d'anathème et d'exclusion. En même temps une offensive bureaucratique était

engagée pour reprendre en main les fédérations gagnées par la gangrène contestatrice : en particulier la Meurthe-et-Moselle, et le Finistère, où plusieurs centaines de militants se virent interdire la reprise de carte.

Le problème était donc sur la place publique. Lors du débat du comité central, la direction effective - Marchais, Leroy, Fiterman et Lajoinie - annonça la couleur. L'attaque contre les "liquidateurs" ne saurait épargner ni Marcel Rigout ni Claude Popere, qui démissionnent alors de leurs responsabilités. Le premier, ancien ministre, membre du CC, dirigeant de la puissante fédération de Haute-Vienne qui a une assise paysanne héritée des maquis et qui résiste à l'érosion électorale, est l'un des derniers représentants de la génération de la Résistance au sein de la direction. Le second, membre du bureau politique, longtemps dirigeant du secteur Renault, symbolise la tradition ouvrière du PCF.

Attaquer ces deux responsables, les plus respectés dans le parti et les plus modérés dans l'opposition, relève de la provocation pure et simple. En d'autres temps on eut appelé une telle offensive de son véritable nom : une purge ! Face à cette agression, l'opposition rénovatrice a été amenée à s'unifier pour faire face, ce qui était loin d'être le cas auparavant. Il ne s'agit pourtant pas de la part de la direction d'une erreur ou d'une maladresse, mais bien d'une volonté délibérée : celle de vider l'abcès. L'objectif étant "d'éclater" l'opposition en obligeant chacun de ses membres à choisir entre l'alignement et l'exclusion.

En même temps la direction mettait en place un calendrier de débat interne conduisant à un congrès avant la fin de l'année, débat emprisonné dans le carcan de la désignation du candidat aux présidentielles qui doit intervenir au mois de juin 1987, et de la préparation de cette campagne.

Cette offensive constituait une réelle menace pour l'opposition. Celle-ci s'est montrée apte à relever le défi : loin de se soumettre aux diktats du bureau politique et de se plier aux échéances fixées par lui, elle a contre-attaqué, assumant un affrontement politique inéluctablement porteur d'une dynamique de scission dans un parti comme le PCF. C'est ainsi que les rénovateurs ont officialisé l'existence de leur coordination nationale et publié leur Manifeste qui constitue une plate-forme politique globale face à la direction.

Malgré l'importante hétérogénéité qui reste la sienne, le courant rénovateur s'est ainsi doté de bases politiques nettement orientées à gauche. Le Manifeste souligne nettement les démarcations par rapport à la social-démocratie et au stalinisme, il affirme des références claires au communisme, au marxisme et à la révolution. Il avance une série d'éléments politiques constitutifs d'une ligne cohérente : la nécessité d'une politique unitaire pour les travailleurs, l'importance de l'auto-organisation, la volonté d'élaborer une stratégie de rupture avec le capitalisme, une politique internationaliste.

D'un point de vue marxiste-révolutionnaire, plusieurs points clés appellent au débat approfondi et des clarifications. En particulier en ce qui concerne le problème de l'Etat bourgeois, certaines formules du Manifeste sur ce point pouvant être comprises comme ouvrant une perspective gradualiste de passage au socialisme. Et aussi la compréhension de la politique de Gorbatchev en URSS qui semble susciter beaucoup d'illusions au sein du courant rénovateur. Un autre point en débat est celui du parti : question concrète puisque ces camarades peuvent se trouver assez vite en situation de quitter le PCF ou d'en être exclus et seront amenés à décider des formes organisationnelles dont ils se doteront. Il semble que les choix restent ouverts entre un parti au sens strict du terme et d'autres formes, plus souples, de rassemblement. Ce point, à nos yeux est directement en prise avec le débat stratégique sur le léninisme, la perspective de rupture avec le capitalisme et le type d'affrontement de classe que cela suppose avec l'Etat bourgeois.

Mais ces discussions, et les éventuelles divergences qu'elles peuvent faire apparaître, témoignent de la richesse du débat engagé et du type de modifications profondes que cela introduit dans la situation politique et le climat idéologique jusque-là dominé par la "crise du marxisme".

ET MAINTENANT ?

Il n'est pas possible de faire des pronostics sur un avenir qui ne peut qu'être incertain. Ce courant reste sans doute fragile, soumis à de considérables pressions politiques, d'abord de la part du PS et du PCF qui n'ont, à l'évidence, aucun intérêt à voir s'affirmer un tel courant politique. Mais d'ores et déjà, il est pos-

sible d'apprécier les possibilités ouvertes par cette émergence du courant rénovateur sur le champ politique. Celui-ci est susceptible de modifier les rapports de forces globaux au sein de la gauche, ceux-ci ayant été jusqu'à présent dominés par la complicité conflictuelle du PC stalinien et du PS social-démocrate. Il peut permettre de surmonter la marginalisation qui, jusqu'à présent, est celle de l'extrême-gauche politique et des courants lutte de classe dans les syndicats, et d'ouvrir ainsi la voie à la construction d'une force révolutionnaire significative.

L'importance de l'enjeu explique que les questions de l'appréciation du phénomène rénovateur et de la politique à mener en leur direction sont au centre des débats actuels de la LCR.

Entre les rénovateurs et la LCR le processus engagé n'en est qu'à ses débuts. Il s'agit de mener les discussions stratégiques qu'appelle le Manifeste et de rechercher le maximum de convergences sur le terrain de l'action commune. Une telle dynamique ne pourrait avoir que des effets positifs au-delà des seuls rénovateurs et militants de la LCR, elle montrerait en effet qu'il existe des réponses possibles à la crise du mouvement ouvrier, ce qui aurait nécessairement des conséquences au sein du PS, des syndicats et de l'extrême-gauche.

Pour la LCR, si un tel processus se concrétisait, confirmant les potentialités dont il semble être porteur, cela permettrait de poser en termes nouveaux la question du parti révolutionnaire. C'est d'une telle perspective, et pour s'y préparer, que la LCR discute dans le cadre de la préparation de son prochain congrès.

Francis SITEL
15 avril 1987.

Les rénovateurs, une nouvelle source de migraines pour Marchais (DR)



Une nouvelle génération

Les directions des organisations de jeunesse européennes en solidarité politique avec la IVe Internationale se sont réunies, comme elles le font tous les ans, au mois de mars dernier.

Bien entendu, cette réunion fut marquée par la discussion sur le bilan des grands mouvements de la jeunesse scolarisée que viennent de connaître plusieurs pays d'Europe. La préparation du camp de jeunes

qui se tiendra cette année en Italie au mois de juillet, sera un moment important pour que des centaines de jeunes, notamment ceux qui ont rejoint ces organisations lors des dernières mobilisations, fassent le point des luttes et tracent les perspectives des mois à venir.

L'article ci-dessous est une synthèse des discussions qui ont eu lieu lors de cette réunion. ■

Claude GABRIEL

Plusieurs mobilisations de la jeunesse, de très grande ampleur, se sont déroulées en Europe occidentale dans la dernière période. D'abord en France où la lutte étudiante et lycéenne a atteint un niveau inégalé depuis mai 1968, puis en Espagne, où la jeunesse porte un sérieux coup à la crédibilité du gouvernement social-démocrate. Il faudrait encore citer la Grèce ou la Belgique. Cette "agitation" de la jeunesse scolarisée en Europe avait été précédée en 1985 par un puissant mouvement revendicatif des lycéens italiens contre l'austérité.

Hors d'Europe, au Québec le mouvement étudiant réagissait en octobre aux projets libéraux du gouvernement et leur faisait obstacle.

Enfin, sans l'aborder dans cet article, il faut mentionner que pratiquement les mêmes politiques d'austérité sont développées dans les pays dominés, entraînant le même type de mobilisation étudiante, le meilleur exemple étant le mouvement étudiant mexicain (Cf. *Inprecor* numéro 239 du 30 mars 1987). Mais on pourrait y ajouter bien d'autres mobilisations depuis un an contre les plans d'austérité universitaire inspirés par le Fond monétaire international (FMI) : au Sénégal, à Madagascar, au Brésil etc.

UNE POLITIQUE D'AUSTERITE SYSTEMATIQUE

Tout cela n'est pas fortuit, mais relève d'une attaque systématique des gouvernements contre un certain nombre d'acquis du système scolaire afin de réduire les dépenses de l'Etat et d'appliquer une politique d'austérité à l'ensemble du système éducatif. Comme toujours en pareil cas l'objectif très prosaïque de réduire les dépenses sociales est dissimulé par un discours hypocrite sur l'amélioration de l'enseignement, son adaptation au "monde moderne" et sur la nécessaire sélection des étudiants.

Dans certains pays, les jeunes, lycéens

du secondaire et étudiants, ont réagi massivement à ces attaques souvent similaires. Pourtant les circonstances politiques étaient loin d'être identiques partout. Le mouvement italien de 1985 venait après plusieurs défaites graves de la classe ouvrière notamment avec l'échec du mouvement des conseils en 1984 ; la mobilisation en France a constitué un premier changement notable dans la situation sociale et n'a pas été sans effet sur la grève des cheminots qui l'a suivie ; le mouvement espagnol a lui aussi démarré dans un contexte difficile pour les luttes ouvrières. Ces mouvements de la jeunesse se développent donc dans des contextes nationaux tous très différents et leur rapport aux luttes de la classe ouvrière en est d'autant plus contradictoire. Si en Belgique la vague de grèves ouvrières de ces dernières années a pu jouer un rôle d'entraînement des mobilisations jeunes, il n'y a pas eu un tel automatisme ailleurs. Par contre, en France et en Espagne, au moins, le mouvement jeune a pris les devants et favorisé une reprise des luttes ouvrières.

Malgré cette diversité, toutes ces mobilisations furent massives et furent l'occasion de débats ou de pratiques remarquables sur l'organisation unitaire et démocratique de la lutte.

L'idée suivant laquelle la jeunesse en général répondait "partout" aux attaques dont elle était l'objet commençait à se développer parmi les jeunes, faisant apparaître certaines préoccupations internationalistes de solidarité ou même d'identification, notamment envers le mouvement français de décembre 1986.

Mais ces luttes ne se contentent pas de répondre aux attaques gouvernementales. Elles expriment aussi une radicalisation en cours depuis plusieurs années dans la jeunesse. Le terme d'une "nouvelle génération" a fait son apparition. Il faut l'utiliser avec circonspection afin d'éviter des interprétations abusives. Mais il exprime cependant un certain nombre de traits spécifiques de l'expérience sociale et politique

que vivent en commun ces jeunes.

Alors que l'austérité commençait à s'appliquer dans la plupart des pays européens au milieu des années soixante-dix, à l'exception de l'Italie, il n'y eut pas de grand mouvement de la jeunesse. La première vague d'attaques de la bourgeoisie n'atteignait que très marginalement le système scolaire, le chômage des jeunes commençait à peine, mis à part une fois encore le cas italien. Enfin, les premiers secteurs ouvriers frappés par la crise capitaliste subissaient d'importantes défaites, créant chez l'ensemble des salariés et des jeunes un fort attentisme par rapport aux mesures d'austérité.

La "génération" de la fin des années soixante-dix constituait à sa manière un reflet des doutes et des confusions d'une grande partie du monde du travail durant cette période.

UNE NOUVELLE RADICALISATION

Si la jeunesse actuelle, nouvelle génération sociale, semble par contre adopter une toute autre attitude, cela ne provient pas d'une mutation subite des comportements. D'une part les gouvernements ont décidé maintenant de s'attaquer plus sérieusement à toute l'institution scolaire, d'autre part beaucoup de ces jeunes ne voient que la crise pour seul avenir.

Jusqu'à présent les jeunes n'avaient pas conscience qu'il était possible de lutter collectivement et de s'affronter avec succès à l'Etat. Mais depuis trois ou quatre ans on pouvait observer certains signes d'une radicalisation de la nouvelle génération. Significative à cet égard était la présence massive des jeunes au sein des mouvements anti-guerre, écologistes et anti-racistes ; en Espagne, le mouvement contre l'OTAN avait permis l'éclosion de structures de mobilisations des jeunes ; en France, les marches contre le racisme mobilisaient essentiellement des jeunes venus des lycées et des cités ouvrières ; au Pays-Bas le 1er novembre 1985 eut lieu une

grève de 150 000 lycéens contre les missiles.

Mais avec le mouvement lycéen italien de 1985 puis les deux grands mouvements français et espagnol de 1986 et 1987 apparaît quelque chose de neuf. La jeunesse descend dans la rue de manière totalement indépendante, sans lien avec la moindre initiative, comité ou appel initié par des adultes. Elle se mobilise sur des revendications immédiates même si très vite apparaissent des discussions sur un nouveau type d'école donc sur une nouvelle société. Les luttes sur l'écologie, la paix et contre le racisme ont en apparence une portée sociale plus large mais elles ne sont pas pour autant plus radicales. Les mobilisations revendicatives sur le système scolaire se nourrissent des valeurs démocratiques et égalitaires apparues dans ces mouvements. Mais elles peuvent aussi favoriser une prise de conscience politique plus claire lorsqu'elles entraînent des formes d'organisations nouvelles, plus unitaires, plus massives et plus démocratiques et lorsqu'elles débouchent sur un affrontement immédiat avec le gouvernement.

Ces luttes récentes ont été très peu préparées par le travail préalable d'organisations révolutionnaires de jeunes. Tous les courants d'extrême-gauche intervenant dans ces milieux y avaient des forces extrêmement réduites et une influence négligeable. Une très grande spontanéité, notamment en Espagne, a marqué ces mobilisations.

Il était communément admis que la jeunesse actuelle rejetait la politique "officielle" et "l'establishment", dont le rejet des partis voire des syndicats en était une des premières conséquences. Dès lors que que "l'establishment" allait vouloir imposer brutalement à cette jeunesse ses idées, ses projets et son arrogance, le rejet plus ou moins confus pouvait se transformer en conscience de lutte. Et l'école en devenait le champ de bataille. Le système éducatif constitue en effet pour la bourgeoisie un enjeu complexe à la fois économique, social et idéologique. Et pour la jeunesse, il constitue l'un des principaux terrains d'expérience sociale, si ce n'est le principal.

LA NOUVELLE GÉNÉRATION

C'est à partir de ces données empiriques qu'a été soulignée l'existence d'une "nouvelle génération" portant ses propres références culturelles, ses modèles, ses sensibilités et ses nouvelles formes de pratiques politiques. Au-delà du décryptage des "mentalités" l'explication matérialiste de ce phénomène repose sur les évolutions de nos sociétés : élargissement du prolétariat, élargissement et crise de l'institution scolaire, retombée de la crise capitaliste etc. En d'autres termes, une part très importante de la jeunesse partage une si-

tuation commune et fonde peu à peu sa solidarité sur cette constatation.

Mais on doit se garder de toute utilisation abusive du terme. Celui-ci a une valeur descriptive ; mais il ne peut faire office de doctrine pour aborder tous les problèmes de la jeunesse actuelle.

Les comportements politiques et sociaux des jeunes ne sont pas indépendants des modifications en cours au sein du mouvement ouvrier. A la recombinaison lente et complexe de celui-ci correspond également une jeunesse de la "transition" qui exprime déjà la rupture avec le passé mais pas encore les formes à venir. La jeunesse de ces années quatre-vingt reflète les modifications sociologiques survenues depuis dix ou quinze ans au sein de nos sociétés, dans le monde du travail, dans la famille, dans le mode d'habitat etc.

S'il est important de souligner les traits spécifiques de la jeunesse, il est tout aussi important de comprendre que ces phénomènes ne sortent pas du néant. C'est pourtant ce qu'ont tenté de faire politiciens et sociologues bourgeois durant ces dernières années : les jeunes étaient présentés comme favorables au libéralisme et à l'aventure individuelle du capitalisme. "Mai 68 *connais pas*" était devenu le slogan de ceux qui avaient pour tâche de façonner un profil-type de la nouvelle génération. Beaucoup, dont les motivations étaient bien différentes, ce sont partiellement laissés prendre à cette analyse et finissaient par désespérer de la jeunesse comme s'il y avait eu rupture totale avec les "générations combattives" précédentes. La tentation était grande de n'être que spectateur vis-à-vis de cette nouvelle génération.

Des éléments contradictoires déterminent l'expérience et la pratique de la jeunesse actuelle. D'une part, elle enregistre les modifications politiques survenues au sein du mouvement ouvrier depuis la fin des années soixante : affaiblissement du contrôle des directions réformistes, nouveaux acquis sociaux des femmes, existence prolongée d'organisations d'extrême gauche, contestation des bureaucraties syndicales... Mais d'autre part elle n'est pas directement héritière de grandes luttes précisément parce qu'au milieu des années soixante-dix, s'amorça, dans nombre de pays, une sensible dépression des luttes de classe.

Les politiques d'austérité amorcées en 1975-1977 et les premières défaites locales qu'elles produisirent dans les rangs ouvriers ont constitué des échecs partiels pour la génération de 1968-1969. L'héritage ne pouvait plus être transmis de manière simple au travers d'une continuité de luttes et de pratiques sociales mêlant les générations. Il n'y eut pas non plus d'héritage organisationnel : les grands syndicats étudiants - ou leur équivalent selon les pays - disparaissent au début des années soixante-dix ou du moins régressent jus-

qu'à n'être plus représentatifs de leur milieu.

UNE PROFONDE MUTATION DU TISSU SOCIAL

L'accélération de la crise des partis traditionnels à commencer par les partis communistes espagnol et français ou les "recentrages" de grands partis social-démocrates les placent en porte-à-faux vis-à-vis de la jeunesse¹. Beaucoup d'entre eux ont renoncé depuis longtemps à construire des organisations de jeunesse de masse, à l'exception sans doute du PC italien ou du mouvement ouvrier chrétien en Flandres, au profit d'opérations tapageuses et démagogiques pour capter l'électorat jeune.

Tout cela n'est pas simplement le fruit d'une conjoncture. Il s'agit d'une profonde mutation du tissu social à laquelle le mouvement ouvrier traditionnel s'adapte très mal. Dans un pays comme la France par exemple, la crise du textile, de la sidérurgie, des mines et de l'automobile affaiblit durablement les implantations traditionnelles du PCF. Un certain nombre d'études commencent à être faites qui rendent compte de ces phénomènes. En France par exemple, il y a eu, avant et surtout après 1975, une *"lente désagrégation du groupe dans toute une partie de la classe ouvrière : recul des bastions, ouverture de l'enseignement, changement de qualification... Dans beaucoup de familles ouvrières l'héritage professionnel et technique du père ne se transmet plus" (...)* "Ce sont les formes de reproduction de la communauté qui sont atteintes par ces déplacements, les cadres matériels de la mémoire collective tout entière étant brisés. D'autant plus qu'à un nouveau procès de travail correspond de nouvelles formes d'urbanisation, fondées sur l'éclatement et la ségrégation de l'habitat..."².

Ces modifications affectent les traditions politiques et syndicales accentuant la rupture d'héritage. Plus se développent les grandes villes au détriment des villes moyennes, plus la communauté ouvrière traditionnelle constituée autour de l'unité usine-habitat tend à disparaître. La jeunesse s'émancipe ainsi plus vite de l'expérience sociale des parents ; ce phénomène se traduisant à son tour dans la crise des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier.

Enfin, la jeunesse actuelle commence son insertion sociale et amorce sa réflé-

¹ En France, le Parti socialiste tente de capitaliser à son profit les luttes de décembre 1986, se servant des petits courants venant de l'extrême-gauche qui ont décidé d'exister fondamentalement au sein du PS plutôt que comme des regroupements indépendants : "Convergence socialiste" qui provient d'une scission du Parti Communiste Internationaliste (PCI) (trotskyste "lambertiste") et "Questions socialistes", parmi lesquels des animateurs de "SOS racisme" et qui proviennent de la Ligue communiste révolutionnaire.

² Gérard Noirielle. "Les ouvriers dans la société française". Editions du Seuil, Paris 1986.

xion politique sans avoir connu autre chose que la crise. Elle est par excellence la génération de la crise capitaliste sans mémoire propre de ce qui était auparavant.

Ce que nous pouvons appeler une "nouvelle génération" est donc pour l'essentiel le produit des mutations sociales en cours. La jeunesse exprime de manière spécifique, avec ou sans lutte spectaculaire, les bouleversements de notre époque et les nouvelles adaptations, provoquant parfois une nette désynchronisation entre la lutte des adultes et les siennes.

LA SITUATION DE LA JEUNESSE ET LA SCOLARISATION

L'environnement de la jeunesse s'est peu à peu modifié durant ces dernières années. A côté de l'institution scolaire et sans doute avant celle-ci, la famille constitue la première expérience sociale des jeunes. Or dans ce domaine aussi un certain nombre de choses ont évolué. La taille moyenne des ménages s'est réduite et certains rapports au sein de la famille se sont modifiés sous l'effet des changements globaux de la société³. C'est notamment le cas en ce qui concerne les jeunes filles. Non seulement elles se vivent majoritairement comme futures travailleuses, mais elles ont dorénavant leur mère comme exemple de femme travailleuse. En effet, depuis le milieu ou la fin des années soixante-dix les femmes mariées sont devenues majoritairement salariées. De la même manière, la contraception, est maintenant une expérience qui peut être transmise par les mères malgré les tabous familiaux qui demeurent sur ces questions.

Mais les rapports au sein de la famille ont commencé à changer aussi sous l'effet de l'évolution de la scolarité. Plus les jeunes pouvaient accéder à un enseignement long et général plus se réduisait la soumission au savoir des parents. L'évolution de l'enseignement change donc peu à peu l'atmosphère familiale pour ne pas dire les rapports de forces...

Et surtout, cette nouvelle génération enregistre à l'instar de celle de 1968, une croissance importante des effectifs scolaires et un élargissement de l'enseignement général non spécialisé. Si l'on prend la tranche d'âge des 15-24 ans en France ils étaient en 1975 plus de deux millions à être lycéens et étudiants et plus de 4,1 millions en 1982. En 7 ans, la jeunesse scolarisée a plus que doublé et 33% des jeunes de 20 ans sont toujours dans le circuit scolaire.

Toujours en France, le nombre d'étudiants, était de 130 000 en 1950, de 510 000 en 1968 et près d'un million aujourd'hui⁴. En Belgique, 45,7% des moins de 25 ans sont encore des scolaires⁵.

Cette prodigieuse croissance du monde scolaire est d'abord due à la croissance démographique. Mais elle provient aussi de

l'allongement légal de la scolarité et du désir de prolonger ses études pour accéder à une meilleure qualification. Malgré la crise capitaliste qui débute en 1973, la bourgeoisie, tout en développant peu à peu la sélection à l'université, a besoin d'élever le niveau général de qualification. Ces contradictions de la politique scolaire aboutissent aux réformes actuelles mais pendant dix ou douze ans elles ont agi dans le sens d'un élargissement de la scolarité, et ce, d'autant plus quand un mouvement comme celui de Mai 1968 en France avait été capable d'établir un certain type de rapport de force en la matière⁶.

De cette scolarisation massive et prolongée est né un sentiment légitime : celui du droit au savoir. Or, aujourd'hui la classe dirigeante veut remettre en question cet acquis et se heurte par conséquent à une très forte résistance de la jeunesse.

Plus nombreuse, cette jeunesse scolarisée est aussi plus concentrée. Les lycées et collèges d'un millier d'élèves sont maintenant la règle. Les effectifs de deux mille et plus ne sont pas rares. Les campus universitaires concentrent des milliers voire des dizaines de milliers d'étudiants. La plupart des grandes villes sont dotées d'une université où travaillent et vivent ensemble un nombre considérable de gens, étudiants, enseignants et ouvriers⁷. Des milliers de jeunes dans un espace-institution bien défini ne peuvent être hors des conflits sociaux de la société de manière prolongée. S'il y a eu selon les pays des périodes de paix scolaire, notamment entre 1975 et 1985, cela ne signifiait nullement que l'école avait cessé d'être un des lieux privilégiés de la radicalisation et des luttes de la jeunesse. Et dans les conditions actuelles, l'institution scolaire ne peut que rester le terrain d'affrontements périodiques entre une partie de la jeunesse et les gouvernements.

LA "DEMOCRATISATION" DE L'ENSEIGNEMENT

S'il y a eu une croissance numérique du monde étudiant cela ne signifie pas pour autant que les fils et filles d'ouvriers y accèdent dorénavant, aisément. Malgré une lente croissance des étudiants d'origine ouvrière et employée leur nombre dans les facultés françaises n'est encore que de 12,6% et de 7% en Espagne. Ce sont en fait les enfants de classes moyennes qui ont le plus bénéficié de l'ouverture universitaire⁸. Mais leur rapport à l'institution scolaire n'est pas pour autant le produit d'un "intérêt de classe". On sait, au moins depuis 1968, où la composition sociale de l'université était plus "petite bourgeoisie", qu'interfère un certain nombre d'autres facteurs qui peuvent entraîner la majorité des étudiants dans un affrontement politique, soit avec l'institution scolaire, soit avec l'Etat.

Par contre, l'un des grands changements sociaux survenus depuis vingt ans concerne l'enseignement secondaire où le nombre des enfants d'ouvriers et d'employés s'est considérablement accru. Les familles ouvrières ont cherché à s'adapter aux évolutions du monde du travail, et contre tout conservatisme familial beaucoup d'entre-elles ont cherché à donner aux enfants, du moins aux garçons, une formation scolaire permettant de quitter la condition ouvrière. Mais plus généralement les gouvernements eux-mêmes ont aussi cherché à prolonger l'enseignement général⁹.

Cela ne change par grand chose aux chances individuelles de succès scolaire selon l'appartenance de classe. La profession ou le niveau social des parents reste un critère pertinent pour déterminer l'inégalité en la matière. De même, malgré d'importants progrès, les hommes restent nettement avantagés par rapport aux femmes. Pour la première fois en France en 1981, les étudiantes sont devenues majoritaires dans les universités, mais plus on s'élève dans le supérieur, plus leur nombre décroît.

Les évolutions sociales les plus significatives sont donc enregistrées dans l'enseignement secondaire. Les jeunes lycéens de 16 ans à 20 ans qui descendent aujourd'hui dans la rue représentent une toute autre palette sociale que leurs aînés d'il y a vingt ans : beaucoup plus d'enfants de la classe ouvrière ; beaucoup plus de jeunes filles parmi eux. Une jeunesse d'origine populaire dont les exigences en matière de connaissance sont plus ambitieuses que par le passé - c'est ce qui explique qu'en Italie et en Espagne, mais aussi en Belgique, les lycéens aient pris une

3 En France la taille moyenne des familles est passée de 3,33 en 1962 à 3,15 en 1982. Mais surtout le nombre de familles de quatre enfants et plus a fortement diminué passant de 17,2% à 7,6%. (Bulletin INSEE novembre 1984. Paris).

4 "Problèmes politiques et sociaux" n°542. La Documentation française. Paris.

5 Source : "Werkjroeb Arbeid". 1985. Document d'étude de l'université de Louvain. Ces jeunes se répartissent de la manière suivante : 75,3% dans l'enseignement primaire et secondaire, 14,3% dans l'enseignement supérieur non-universitaire et 10,4% dans l'enseignement universitaire.

6 La loi Edgar Faure était à ce titre l'expression des limites passagères de la bourgeoisie à normaliser la sélection à l'université.

7 Au centre de Paris, la faculté des sciences de Jussieu regroupe plus de 8 500 salariés et 60 000 étudiants ! En Belgique le campus de Louvain La Neuve regroupe 17 000 étudiants et l'université de Louvain 22 000.

8 On fera ici la distinction pour le cas britannique où existe de longue date une forte division sociale entre universités et un profond élitisme de certains cursus universitaires. En 1975, en France, seulement 5% des salariés étaient passés par l'enseignement supérieur. Aux Etats-Unis par contre en 1982, 20% des salariés avaient fait au moins quatre ans d'enseignement supérieur.

9 En France si l'on additionne les statistiques de l'enseignement privé et de l'enseignement public il y avait 24,7% d'enfants d'ouvriers dans les classes de seconde (deux ans avant le baccalauréat) en 1961. Ils étaient déjà 41,9% en 1980. Selon B. Charlot et M. Figeat : "Histoire de la formation des ouvriers". Editions Minerve. Paris 1985.

place plus importante que les étudiants dans les mobilisations scolaires.

Cette donnée ne va pas sans modifier considérablement l'impact social des mobilisations. A la différence de Mai 1968, la liaison entre jeunesse scolarisée et travailleurs passe plus aisément par le cadre familial. Voilà vingt ans il fallait aller à la porte des usines pour expliquer les luttes de la jeunesse car l'essentiel des enfants d'ouvriers étaient dans l'enseignement technique court et n'étaient guère concernés par la contestation scolaire. Aujourd'hui, la situation est toute différente, on a pu le constater en France comme en Espagne. Dans la plupart des familles ouvrières, un ou plusieurs enfants vont au lycée et la famille devient un des lieux de la solidarité ouvrière avec cette jeunesse. La liaison entre les luttes de la jeunesse et la classe ouvrière peut désormais s'effectuer plus rapidement. En France, le désir était vif de réaliser dans les entreprises une grande manifestation commune avec la jeunesse et les directions syndicales ont eu beaucoup de mal à trouver des diversions. Le gouvernement Chirac ne s'y est pas trompé en retirant le projet Devaquet à la veille d'une mobilisation unitaire.

Tous ces éléments soulignent l'importance croissante du lycée et de l'université dans le développement de mouvement jeunes indépendants. La permanence de cet enjeu pose donc la question du syndicalisme étudiant de masse ou de toute autre forme d'organisation, et celle de l'organisation des lycéens. La place d'une organisation révolutionnaire dans la jeunesse continuera à se jouer pour une bonne part au sein de l'institution scolaire, sans que pour autant celle-ci soit le lieu exclusif des mobilisations de la jeunesse. Le chômage, mais aussi les luttes contre le racisme, contre le danger nucléaire resteront des éléments importants des luttes à venir.

LE CHOMAGE DES JEUNES

Cette jeunesse est celle de la crise. Une fois sortie du système scolaire, son principal problème n'est plus de choisir un emploi mais d'en trouver un. Parmi les douze principaux pays de l'OCDE on compte maintenant dix millions de jeunes chômeurs. Une partie de la bourgeoisie développe une politique nataliste pour éviter le vieillissement à long terme de la population européenne, mais cette société ne sait pas quoi faire de ses enfants ! Le chômage touche beaucoup plus les jeunes que le reste de la population active : dans l'ensemble de l'OCDE le taux de chômage des jeunes est en moyenne trois fois plus élevé que celui des adultes¹⁰.

Ces quinze dernières années, le nombre d'actifs de moins de 25 ans a diminué. Le temps partiel, encore marginal pour la ma-

jeure partie des salariés, est pour les jeunes une formule très fréquente d'emploi. Et l'instabilité professionnelle est devenue une situation des plus répandues parmi les moins de 25 ans.

L'insertion professionnelle des jeunes est souvent intermittente et déqualifiée. Les entreprises ont maintenant coutume d'embaucher à des postes stables des gens ayant une formation nettement supérieure à celle requise pour le poste à pourvoir. Conséquence de cette évolution, les moins qualifiés et ceux qui interrompent leurs études n'ont dorénavant plus guère d'espoir de trouver un emploi. Le marché du travail est devenu chaotique et anarchique. En France parmi les ouvriers dits "non-qualifiés" un tiers ont un Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) dans une branche qui n'est pas celle de leur emploi. Toujours en France 60% des "Tucistes"¹¹ ont un diplôme quelconque, 9% ont le baccalauréat, 37% un certificat de l'enseignement technique court.

La totalité des gouvernements européens ont mis en place des plans de "lutte contre le chômage des jeunes". Cette préoccupation, quelque peu démagogique, vise tout de même à canaliser le mécontentement des jeunes pour éviter leur révolte. Dans bien des cas cependant, ces plans tiennent plus du gadget que d'un remède véritable et sont par ailleurs souvent une occasion supplémentaire pour abaisser les charges sociales des entreprises et leur fournir une main-d'oeuvre à bas prix utilisable pour quelques semaines ou quelques mois. En Grande Bretagne il y a le "Youth Training Scheme" ; en Suède la "loi des jeunes" ; en Italie le gouvernement a décidé la création de 40 000 contrats-formation, ainsi que l'aide aux coopératives, prétendument créatrices d'emplois pour les jeunes. Le gouvernement italien a aussi décidé d'employer 10 000 jeunes chômeurs pour la "valorisation des biens culturels" ! En France on ne compte pas moins de sept formules de stages de formation et d'emploi-formation.

Enfin quelle que soit la formule d'emploi ou de formation des jeunes chômeurs, beaucoup d'entre eux retrouvent le chômage après cet intermède.

Toutes ces mesures ne changent rien à la structure du marché de l'emploi qui répond à bien d'autres besoins et subit bien d'autres contingences que ces misérables mesures gouvernementales.

Le vent de privatisation qui souffle sur la Communauté économique européenne (CEE), engageant des financements considérables dans des opérations boursières ne correspond pas, par nature, à des investissements productifs. Le caractère hautement spéculatif du marché financier indique bien que la classe dirigeante n'a aucun projet à court terme de développement de l'emploi. Le chômage des jeunes en est la première conséquence.

Dans tous les pays, le patronat prétend que le chômage des jeunes est dû à l'inadaptation de leur formation. En réalité, pour des millions de demandeurs d'emplois, les entreprises n'offrent qu'un piètre nombre d'emplois. Le type de formation professionnelle n'est qu'un effet secondaire de la crise actuelle du marché de l'emploi, la cause principale de ce chaos tenant à la chute des investissements productifs.

Les effectifs des moins de 25 ans ont diminué en France de 19% et de 35% dans la seule industrie. La plupart des secteurs industriels sont fermés à l'emploi des jeunes. Celui-ci se concentre de plus en plus dans le bâtiment, les services et le commerce où se multiplient les emplois précaires et les contrats à durée déterminée. Dans l'essentiel des branches, les entreprises ont resserré leurs effectifs autour des tranches d'âge 30-40 ans.

C'est pourquoi se développe lentement une prise de conscience liant le droit aux études au droit au travail. Et sur ces deux exigences les jeunes expriment d'abord leur refus des discriminations et des exclusions sociales.

DISPARITES ET INEGALITES

Au sein même du chômage des jeunes, se retrouvent les discriminations traditionnelles envers les femmes, les étrangers, les jeunes des régions les plus défavorisées etc. En Italie, où le chômage des jeunes est parmi les plus élevés de l'OCDE,¹² la situation est notamment différente entre le nord et le sud. Le taux de chômage d'un homme de plus de 29 ans dans le nord est de 1,7% ; Le taux de chômage d'une femme de moins de 29 ans dans le sud est de 50% ! Et dans l'Italie du Sud la jeunesse au chômage est une masse de recrutement facile pour la Camorra ou la Mafia.

En Espagne, des différenciations du même type divisent la jeunesse des différentes régions et nationalités.

L'économie parallèle qui constitue un secteur substantiel d'activité économique, prend l'allure d'un véritable racket sur la main d'oeuvre jeune disponible. L'immigration intérieure entre régions défavorisées et régions industrielles touche bien évidemment cette jeunesse doublement défavorisée.

¹⁰ Perspectives de l'emploi. OCDE septembre 1985 et septembre 1986.

¹¹ TUC : Travaux d'utilité collective. Voir "TUC : utiles pour qui ?". Alternatives économique, Octobre 1985. Paris. Et "Jeunes sans travail dans la tourmente de la crise". Michel Rafoal. Le Monde diplomatique mars 1987.

¹² En Italie 60% des chômeurs sont des jeunes, soit 1,5 millions de personnes. 35% des jeunes de 14 à 25 ans sont au chômage. A la différence d'autres pays les diplômés sont également touchés par le chômage. Il était en 1985 de 6,3% pour la population ne disposant pas de diplôme ou possédant une éducation primaire, de 13,2% pour celle disposant d'un diplôme du secondaire et de 6,3% pour les diplômés de l'Université. Sources : "Etudes économiques" (OCDE), Juillet 1986.

Autre problème : en France alors que 57% des postulants dans les organismes de stages et contrats d'adaptation sont des jeunes femmes, elles ne sont que 34% à obtenir un tel contrat et 27% à accéder à un apprentissage professionnel.

Tout cela renforce indubitablement le rôle de la famille comme lieu d'auto-subsistance des jeunes. Ces derniers, à commencer par les jeunes filles, ont tendance à demeurer plus longtemps chez leurs parents. Refuge au départ, la famille redevient très vite un étouffoir. Les jeunes qui doivent ainsi repousser à plus tard leur indépendance économique se retrouvent enfermés dans l'institution familiale, qui sert une fois encore de béquille à une société incapable de répondre à l'ensemble des besoins de la population laborieuse.

En France, 40% des familles étrangères sont touchées par le chômage jeune contre 12% pour l'ensemble de la population. Pour ces jeunes, la situation est d'autant plus difficile que la famille constitue assez souvent un obstacle supplémentaire à leur insertion sociale au sens large. Soumis au racisme ambiant à l'extérieur, il subissent parfois au sein de la famille les effets les plus opprimant du patriarcat. La violence des pères et des frères sur les filles, les interdits et les tabous, les préjugés religieux etc., constituent le prix à payer par ceux qui ne peuvent s'émanciper économiquement.

La jeunesse est donc particulièrement touchée par les inégalités nationales et raciales. La vague d'immigration étrangère des années soixante et soixante-dix produit aujourd'hui ce qu'on nomme dans certains pays une "seconde génération" qu'il est faux de désigner comme "immigrés". Ils sont et se sentent une communauté stable : *"l'immigré d'avant, "métro, boulot, dodo" était invisible dans l'espace public. Il n'était qu'une force de travail à l'état brut. Mais les enfants ont été scolarisés, ils ont cotoyés les autres enfants, puis tout naturellement, ils ont investi l'espace public français"*¹³.

De nombreux pays européens sont maintenant confrontés au problème de l'arrivée sur le marché du travail de centaines de milliers de jeunes nés de parents immigrés. Pour ceux-là, la situation est d'autant plus précaire qu'ils subissent également les effets du racisme et les difficultés ou la marginalité sociales des parents. L'instabilité et le doute s'expriment dans le dilemme "droit à la différence" ou "droit à l'égalité" car cette société est incapable de combiner ces deux exigences.

Au sein même de cette "deuxième génération", toutes les situations ne sont pas identiques. Cette disparité reflète l'inégalité des rapports de domination impérialiste vis-à-vis des pays d'origine. La situation et les droits sont différents pour un jeune Antillais de nationalité française et un jeune Arabe considéré comme étranger.

De même, beaucoup de jeunes Noirs en Grande Bretagne sont de nationalité britannique mais se voient refuser toute possibilité d'intégration. L'ampleur du phénomène "seconde génération" est liée aux politiques dites de regroupement familial, adoptées dans le passé par les différents gouvernements, toujours très restrictives en Suisse, très libérales en Suède et plus ou moins faciles en France selon les périodes. Ces politiques ont eu des conséquences particulières sur le développement d'une seconde génération et elles ont déterminé en partie les problèmes sociaux nouveaux qui surgissent maintenant.

En Grande Bretagne, le tournant de 1973 comme limite pour l'acquisition de la nationalité britannique pour un grand nombre d'Antillais et d'immigrants du sous-continent indien a modelé un certain type de "seconde génération" pour les années quatre-vingt. En Allemagne, dès 1975 les enfants représentaient 60% des entrées de Turcs (contre 5% en 1965). 60% de ces enfants immigrés étaient des garçons, ce qui laisse à penser qu'ils s'agissait d'une pré-émigration ouvrière voulue par les familles d'origine. Aujourd'hui, la proportion de jeunes parmi les populations immigrés en RFA est considérable : 33,8% de moins de 15 ans chez les Turcs ; 21,8% chez les Yougoslaves, alors que la moyenne est de 16% pour l'ensemble de la population. Chaque année dans ce pays 60 000 jeunes immigrés arrivent à l'âge de la formation professionnelle sans aucune garantie d'avenir professionnel.¹⁴

En ce domaine aussi le capitalisme a produit d'importantes divisions, parfois même si elles sont différentes ou atténuées.

Et tous ces problèmes ne sont pas sans conséquence pour qui veut unifier le mouvement politique de la jeunesse. En France on a pu noter au cours des mobilisations anti-racistes que la question de l'unité n'était pas toujours aisée. Pour les jeunes "Beurs", cette lutte les concernait immédiatement et très matériellement alors que pour les jeunes Français, il s'agissait d'une exigence morale et d'une motivation démocratique. Lorsque ces mobilisations reposaient essentiellement sur l'engagement des jeunes "Beurs", le mouvement rencontrait quelques difficultés à s'organiser et à se structurer dans la mesure où il fallait aussi faire le pont avec tout le reste de la jeunesse et parce que ce milieu avait fort peu d'expérience de luttes collectives. Avec l'apparition de SOS racisme et la constitution du mouvement anti-raciste dans les lycées, les questions de l'unité et de l'organisation des mobilisations ont été un peu plus aisées. Le lycée - lieu de concentration et de mélange par excellence - favorisait cette progression. La composition des cortèges lycéens au cours des luttes de décembre 1986 reflétait d'ailleurs une profonde unité et un profond brassage

des jeunes Français, des "Beurs" et des jeunes immigrés de toutes origines.

JEUNESSE OUVRIERE ET JEUNES CHOMEURS

La crise a favorisé un net vieillissement des effectifs ouvriers dans de nombreuses branches industrielles. Un changement notable de cette évolution supposerait l'introduction massive des nouvelles technologies par le patronat, c'est-à-dire des investissements, afin de créer non seulement de nouveaux emplois mais aussi de faire appel à une main-d'oeuvre jeune capable de se rôder facilement à la nouvelle organisation du travail. Nous en sommes loin. La classe ouvrière ne dispose donc pas aujourd'hui d'un fort contingent de jeunes travailleurs de moins de 25 ans, prêts à beaucoup de batailles, comme ce fut le cas durant toute une période. Il y a évidemment encore des jeunes ouvriers dans les entreprises mais l'existence d'une jeunesse ouvrière en tant que "nouvelle génération prolétarienne" est une chose beaucoup plus problématique dans de nombreuses branches industrielles.

Reste la question de la jeunesse dite pré-ouvrière, celle qui est en formation et dont il est difficile de généraliser sa situation en Europe. En effet sa place dans l'institution scolaire, sa place au sein même de la classe ouvrière et par conséquent, sa conscience, dépendent de la situation spécifique de l'enseignement technique et professionnel. En Allemagne fédérale par exemple, existe une longue tradition d'enseignement "dual", le patronat jouant un rôle important dans la formation propre des jeunes travailleurs. En France par contre, cette tâche a été de longue date essentiellement prise en charge par l'Etat, ceci impliquant l'insertion de la formation technique dans le système général de l'éducation publique. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'en France il existe dorénavant un cursus scolaire commun de tous les jeunes jusqu'en classe de 5ème, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de 12 ans/14 ans.

Selon les pays, cette jeunesse pré-ouvrière s'engagera de manière différente dans des luttes la concernant exclusivement. Et pour les mêmes raisons, elle s'intégrera plus ou moins directement dans les luttes du reste de la jeunesse scolarisée.

Enfin, une partie non négligeable de la

13 Abdelkader Djehgloul, sociologue algérien. "Revue M" Février 1987, Paris.

14 Karen Schober. "La minorité qui grandit. Problèmes de formation et d'emploi de la seconde génération". Gewerk-schaftliche Monatshefte. Cologne, Juillet 1982. Les jeunes étrangers de moins de 25 ans représentent environ 42% de la population étrangère dans un ensemble de neuf pays européens (France, RFA, Suisse, Suède, Danemark, Norvège, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg), soit 4,7 millions sur 11,2 millions ; cela dans un contexte général de déclin du taux de natalité et de vieillissement des populations nationales, où la part des moins de 25 ans ne se monte qu'à 35% environ. ("Problèmes économiques et sociaux. La Documentation Française. Numéro 530, 1986).

jeunesse n'est ni dans les lycées ni dans l'enseignement professionnel, mais au chômage. La plupart des études montrent les risques de marginalité sociale pour une partie des jeunes sans emploi dans la mesure où n'existe aucune perspective d'insertion sociale et où ils n'ont, pour la plupart, aucun lien avec le mouvement ouvrier traditionnel. Un mouvement des jeunes chômeurs est-il possible dans ces conditions ? Pour l'instant, l'expérience a montré que cela était très difficile. En Europe, en général, les chômeurs sont peu ou pas organisés et participent peu aux mouvements collectifs. Pour les jeunes, nous l'avons dit, la famille reste souvent une sécurité et dilue partiellement l'esprit de révolte. Il est probable par contre qu'apparaîtront sous diverses formes des regroupements de jeunes chômeurs. Mais en dehors d'une prise en charge réelle par le mouvement syndical de cette question, il sera toujours difficile de généraliser et de stabiliser ces expériences locales.

UN ELEMENT DECISIF POUR L'AVENIR DU MOUVEMENT OUVRIER

Cette nouvelle radicalisation politique de la jeunesse peut être une chance pour l'avenir du mouvement ouvrier. Nous avons souligné ici qu'un des traits de l'expérience nouvelle de cette génération, correspond précisément aux grandes mutations en cours dans le mouvement ouvrier.

Deux problèmes vont se poser. Le premier renvoie aux conditions dans lesquelles les luttes de jeunes et celles des travailleurs adultes pourraient se féconder mutuellement. Le second concerne la rencontre entre la nouvelle couche militante née de ces récentes mobilisations et les organisations d'extrême-gauche construites essentiellement à partir de la génération de 1968.

La recomposition du mouvement ouvrier dépendra largement de la capacité des organisations révolutionnaires à capter cette nouvelle couche militante. Depuis de nombreuses années, et dans nombre de pays, l'âge moyen dans ces organisations s'élève. Tout pas en avant qualitatif dans la construction du mouvement révolutionnaire en Europe passera bien évidemment par l'entrée dans ses rangs de centaines, voire de milliers, de jeunes qui n'auront pas connu les défaites ou les confusions du passé et d'autant plus disponibles à la lutte politique, qu'ils estimeront apporter quelque chose de nouveau aux expériences des générations précédentes.

Il faut bien sûr observer les luttes récentes avec une grande prudence. Elles n'ont pas constitué pour le moment quelque chose d'équivalent à la grande vague de 1968-1969. Mais il ne s'agit pas non plus d'un orage passé.

Claude Gabriel,
4 avril 1987.

MEXIQUE

L'unité de la gauche

Cinq organisations de la gauche mexicaine viennent d'entériner leur décision de fusionner en une seule organisation au mois de mai prochain. Il s'agit principalement du Parti socialiste unifié mexicain (PSUM-communiste), du Parti mexicain des travailleurs (PMT) et de trois autres formations plus petites, le Parti patriotique révolutionnaire (PPR), le Mouvement révolutionnaire du peuple (MRP), l'Union de la gauche communiste (UIC). Une partie du PMT, dite "courant de base", a refusé de s'associer à cette fusion. Celle-ci s'est réalisée très rapidement puisque c'est en juillet 1986 que la proposition en a été faite par le PSUM.

Pour leur part, nos camarades mexicains du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section mexicaine de la IVe Internationale, ont refusé d'être partie prenante de cette unification à marche forcée qui n'est pas, loin s'en faut, le produit d'une convergence politique et d'un travail de masse commun (Cf. *Inprecor* numéro 232 du 15 décembre 1986).

Ainsi, le mouvement étudiant qui a secoué le Mexique en décembre-janvier a montré l'ampleur des divergences qui existaient entre les diverses organisations. Alors que nos camarades du PRT furent dès le début de la mobilisation avec les étudiants en lutte et dans le Conseil étudiant universitaire, l'organe dirigeant de la grève, le PSUM et le PMT pour leur part, dénoncèrent les revendications étudiantes comme réactionnaires et petites-bourgeoises !

Nous publions la déclaration du Comité politique du PRT émise publiquement lors de l'annonce officielle de la fusion des cinq.

DOCUMENT

Comme il l'a fait connaître publiquement, le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) a décidé de ne pas participer à l'actuel processus d'unification opéré par cinq organisations politiques de gauche. Les raisons qui sont à l'origine de cette décision sont les suivantes :

1) Le PRT considère que progresser dans un processus d'unification d'un important secteur de la gauche mexicaine pourrait avoir une grande signification. Pour cette même raison, nous pensons qu'une telle opération ne peut être menée à bien qu'à travers un large processus de rapprochement politique. Le simple désir unitaire n'est pas suffisant, il est nécessaire de peser les possibilités réelles de franchir ce pas. Nous en sommes convaincus dans la mesure où toute tentative dans ce sens qui avorterait aurait des répercussions totalement négatives, d'autant plus quand nous observons chez des secteurs de militants de gauche, un certain scepticisme sur l'actualité de la lutte pour le socialisme.

2) Notre parti a proposé une méthode qui permettrait d'évaluer les possibilités d'une unification. Depuis septembre 1986, nous signalons que la formation d'une fédération de partis avec sa structure organique propre mais qui garantirait un certain fonctionnement autonome de chaque organisation, serait la base permettant de juger s'il est possible ou pas de former une solide organisation politique. Nous avons proposé la formation d'une direction collective chargée d'orienter ce processus ; un

fonctionnement commun au niveau des Etats et des municipalités ; la publication d'un organe de presse commun et d'un bulletin intérieur commun ; la coordination du travail syndical, paysan, urbain, femme et jeune comme la tenue de conférences pour discuter de la politique à suivre dans l'ensemble de ces secteurs ; la mise en place d'un calendrier de discussions sur une série de points fondamentaux de la lutte des classes etc. Et surtout, nous avons souligné qu'il fallait faire en sorte que les militants respectifs de chacune de ces organisations soient les protagonistes réels de ce processus, même si cela devait allonger les délais de sa conclusion, parce que nous étions convaincus et nous le sommes toujours, que c'est le seul moyen de parvenir à une unification solide, où les militants ne voient pas leur rôle limité à la lecture des journaux pour connaître où en est cette unité et comment progresse-t-elle.

3) Cette proposition de méthode partait d'une constatation qui visiblement paraît aujourd'hui ignorée par certains : les organisations de gauche existent depuis de nombreuses années de façon séparées. Cela n'est pas dû simplement au sectarisme de quelques uns, mais bien parce qu'il n'existe pas de convergences politiques et programmatiques. Aujourd'hui, sous le mot d'ordre de "se moderniser ou mourir", certains militants de gauche veulent gommer ces divergences par décret. A ce niveau, le PRT ne se trompe pas. Nous savons parfaitement qu'il existe des divergences sans nombre, dont certaines sont très importantes. Il ne

s'agit pas comme certains ont voulu le faire croire pour déconsidérer notre position, de divergences sur des faits produits voilà des décennies ou sur l'idéologie de chacun, mais bien de divergences sur ce qu'on doit faire dans la période présente et sur les tâches des révolutionnaires dans ce pays. Il s'agit bien d'évaluations différentes sur le type de parti à construire. De notre point de vue, il est nécessaire d'avoir un organisme où, non seulement le droit des minorités soit garanti, mais aussi où l'utilité du parti dans la lutte des classes soit garantie ; où les militants d'un même parti ne se trouvent pas des deux côtés de la barrière dans un conflit, les uns appuyant le mouvement et les autres appuyant les autorités. Nous ne devons pas cacher qu'il existe des différences sur l'appréciation de chacun quant aux relations que doit avoir le parti avec le mouvement de masse ; sur la signification de l'indépendance politique par rapport au PRI, ses courants, les patrons etc.

4) Malgré tout cela, la proposition du PRT partait d'une autre constatation, toute aussi réelle : la gauche mexicaine a commencé à dépasser son cannibalisme, et pouvait être donc commencé un processus qui, combiné au travail en commun et aux discussions, serait l'instrument qui nous permettrait de connaître les possibilités de l'unification de la gauche dans un seul parti.

5) Cinq organisations de gauche ont décidé de prendre une autre méthode et nous respectons leur décision. Toutefois, nous voulons signaler rapidement nos divergences avec cette façon de faire. Nous pensons que sous la pression de la conjoncture électorale, les partis qui souhaitent fusionner ont inversé les mécanismes d'une unification. Dans leurs congrès respectifs, ces cinq organisations

vont décider de la fusion, au mois de mai ils vont faire enregistrer légalement le nouveau parti au Secrétariat du gouvernement et ensuite, ils vont discuter de la politique que ce parti va impulser dans la lutte de masse et élaboreront la ligne politique de ce parti par rapport à ce qui se passe dans notre pays. Ces questions seront tranchées lors du premier congrès de ce parti, mais ce dernier existera déjà légalement dès le mois de mai. Le PRT, quant à lui, considère que ces discussions sont clés pour savoir ou pas s'il est possible de former un nouveau parti, puisqu'il ne s'agit pas là de tactiques sans importance mais de questions politiques centrales. Prenons un seul exemple. Voilà peu, s'est tenue une conférence syndicale regroupant les cinq organisations qui vont fusionner et le PRT ; lors de cette conférence, la reconversion industrielle et la stratégie de la gauche dans le mouvement ouvrier ont été discutées. Sur le premier point, seuls le PSUM et le PRT avaient un point de vue, les autres organisations signalèrent qu'elles n'avaient pas de positions sur cette question (et nous parlons de ce qui est aujourd'hui le problème fondamental des travailleurs mexicains) ; mais la discussion la plus révélatrice se produisit quand on aborda le thème de la stratégie : le PSUM proposait la concertation syndicale avec la bureaucratie du Congrès du travail comme un élément clé ; le MRP disait que la gauche devrait former une centrale syndicale en dehors du CT comme cela s'est fait dans d'autres pays d'Amérique latine ; le PPR disait qu'il était fondamental de répondre à la crise en adoptant une ligne similaire à celle menée dans la pratique par le syndicat du pétrole (ni plus ni moins qu'une des pires bureaucraties syndicales) et le PMT pensait que l'élément stratégique consistait à créer des comités du parti

dans les syndicats. Et tout porte à croire que le résultat serait identique dans des conférences sur chacun des secteurs du travail de masse. Il ne pourrait d'ailleurs en être autrement par exemple, dans une discussion sur le mouvement étudiant que nous venons de connaître à l'UNAM, où pour certains, le Conseil étudiant universitaire (CEU) posait des revendications réactionnaires et luttait pour des privilèges.

6) Lors d'échanges récents entre les directions des cinq organisations qui vont fusionner et le PRT, on nous fit plusieurs propositions que nous ne pouvons accepter. Le PRT ne pouvait intervenir dans la discussion du "Projet d'accord" élaboré par les cinq, dans la mesure où nous ne croyons pas qu'un accord de cette nature puisse définir "un projet commun de nouveau parti". Un accord de cette nature sur le fonctionnement serait pour nous l'ultime document à élaborer une fois que nous serions d'accord sur les questions politiques de fond.

7) On a dit de façon insistante que les cinq partis qui fusionnaient donnaient toutes les garanties au PRT sur la question des délais et de la sécurité, pour s'intégrer à ce processus. Pour nous, le problème ne relève pas des garanties ou autrement dit, ce n'est pas un problème juridique mais bien politique. Pour le PRT, la garantie de parvenir à une unification sérieuse serait une convergence sur les questions politiques de fond et l'accord sur le type de parti à construire, et non pas de savoir qui est à la direction du nouveau parti ou qui va être présenté à la chambre des députés.

8) Le PRT réaffirme sa conviction profonde que l'unité est l'élément clé exigé aujourd'hui par la lutte des classes. Cette unité est réclamée dans chacun des combats qui se livrent contre la politique droitière du parti gouvernemental. L'unité dont on a besoin, c'est l'unité du mouvement de masse : l'unité autour de la lutte du CEU pour transformer l'université et empêcher les attaques des acquis étudiants ; dans la lutte du Syndicat mexicain des électriciens contre la politique de l'Etat en matière de salaires ; dans la lutte des travailleurs de l'enseignement contre le comportement anti-démocratique des bureaucrates syndicaux ; dans la lutte des travailleurs de l'usine Ford d'Hermosillo contre la politique de salaires de famine appliquée par cette multinationale etc. C'est dans ces luttes que se démontrent une politique conséquente ou le sectarisme. C'est là que nous proposons de forger l'unité de la gauche, si nous ne voulons pas qu'elle soit réduite à une unité d'appareils. Dans cette lutte pour l'unité, le PRT engage tous ses efforts. Nous proposons d'offrir au peuple mexicain une seule alternative électorale démocratique par la formation d'une coalition de toute la gauche aux élections fédérales de 1988. C'est le chemin qu'il faut prendre et les défis qui s'offrent à la gauche mexicaine.

